

# Du projet stratégique sino-soviétique au projet stratégique sino-américain : la Nouvelle Chine en quête d'une stratégie d'accès à l'influence planétaire

## From the Si no-Soviet to the Sino-American Strategic Project

Claude Cadart

Volume 10, numéro 4, 1979

Les nouveaux centres de pouvoir dans la dynamique des relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700990ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700990ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cadart, C. (1979). Du projet stratégique sino-soviétique au projet stratégique sino-américain : la Nouvelle Chine en quête d'une stratégie d'accès à l'influence planétaire. *Études internationales*, 10(4), 757–795.  
<https://doi.org/10.7202/700990ar>

Résumé de l'article

« From the Sino-Soviet strategic project to the Sino-American strategic project » is a purposely schematic interpretative essay on the evolution of Chinese foreign policy from 1949 to 1979 with emphasis on, the latter phase of that evolution, that of the 1969–1979 period, and more particularly on the last year of that decade, 1979.

The project, both defensive and offensive, of American and Chinese co-leadership of the planet that Mao had undertaken to carry out in 1971-1972 with the encouragement of Nixon had to be more or less put aside from 1973 to 1978 because of the seriousness of the domestic crises that were successively shaking both China and the United States during those years. In 1978–79, it was able to be reactivated by Deng Xiaoping who sought, with the benediction of the White House, to add an economic and a cultural dimension to its diplomatic and strategic dimension.

It is unlikely however in the near future that the United States will consider China as other than an auxiliary aspect of the fundamental game of their relations with the most powerful of their adversary-partners, the U.S.S.R. As in the case of the Sino-Soviet strategic project that China promoted from 1949 to 1959, the Sino-American strategic project that China has sought to « sell » the United States since 1969 has not, therefore, much chance of success.

# DU PROJET STRATÉGIQUE SINO-SOVIÉTIQUE AU PROJET STRATÉGIQUE SINO-AMÉRICAIN

## LA NOUVELLE CHINE EN QUÊTE D'UNE STRATÉGIE D'ACCÈS À L'INFLUENCE PLANÉTAIRE

Claude CADART \*

### **ABSTRACT – From the Sino-Soviet to the Sino-American Strategic Project**

*« From the Sino-Soviet strategic project to the Sino-American strategic project » is a purposely schematic interpretative essay on the evolution of Chinese foreign policy from 1949 to 1979 with emphasis on the latter phase of that evolution, that of the 1969–1979 period, and more particularly on the last year of that decade, 1979.*

*The project, both defensive and offensive, of American and Chinese co-leadership of the planet that Mao had undertaken to carry out in 1971–1972 with the encouragement of Nixon had to be more or less put aside from 1973 to 1978 because of the seriousness of the domestic crises that were successively shaking both China and the United States during those years. In 1978–79, it was able to be reactivated by Deng Xiaoping who sought, with the benediction of the White House, to add an economic and a cultural dimension to its diplomatic and strategic dimension.*

*It is unlikely however in the near future that the United States will consider China as other than an auxiliary aspect of the fundamental game of their relations with the most powerful of their adversary-partners, the U.S.S.R. As in the case of the Sino-Soviet strategic project that China promoted from 1949 to 1959, the Sino-American strategic project that China has sought to « sell » the United States since 1969 has not, therefore, much chance of success.*

Les choses vont si vite en ce monde, depuis un demi-siècle, qu'il convient toujours de dater avec précision les écrits que vous inspire le spectacle de leur bouillonnement. Le présent essai a été rédigé en fin mai-début juin 1979, aux lendemains d'un tour du globe qui, de par la grâce des Dieux, du Malin ou du Hasard, nous avait permis de respirer l'air des États-Unis, quand Deng Xiaoping s'y était rendu en visite officielle (janvier 1979), l'air du Japon, alors que les hommes au pouvoir à Pékin venaient d'ordonner à leurs armées de « punir » le Viêt-nam (février 1979), et l'air de la Chine, au moment où l'on s'y employait, en haut lieu, à rebâillonner une jeunesse coupable d'avoir crié à grand renfort

\* Chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique. Responsable de la section « Chine-Extrême-Orient » du Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

d'affiches-en-gros-caractères, sur les « murs de la démocratie », son indécent amour de la diversité et de la liberté, ses aspirations sacrilèges à l'exercice tous azimuts de la pensée critique, sa scandaleuse fidélité à l'esprit véritable du Mouvement du 5 avril 1976 (mars-avril 1979).

Le relisant sept mois après nous être permis de le soumettre au jugement impitoyable d'un aréopage de savants politologues (Colloque du Centre d'études et de recherches internationales des 11-13 juin 1979 sur « Les nouveaux centres de pouvoir dans la dynamique des relations internationales »), nous ne pouvons pas ne pas constater que si, sur certains points, il reste discutable, il a bien résisté, dans l'ensemble, à l'épreuve du temps. Nous nous sommes donc borné à en remanier le préambule, à lui apporter quelques retouches de forme, à l'équiper d'un petit appareil de notes et à l'assortir d'un long *post-scriptum* en vue de le mettre à jour en même temps que de le rendre plus agréable à lire.

## I – SEULS LES PHÉNIX RENAISSENT DE LEURS CENDRES

Pays énorme qui est le seul à avoir eu l'audace de se baptiser lui-même « Pays du Milieu » (*Zhongguo*), la Chine a été presque constamment l'une des plus grandes puissances du monde et, à plusieurs reprises, la plus grande du monde, en même temps que la plus brillante du III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ au XV<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ<sup>1</sup>. Aiguillonnée par Koubilaï Khan, son empereur mongol, puis par les audacieux navigateurs du genre de Zheng He que parrainaient les premiers de ses empereurs Ming, elle avait même été tentée, du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ, de se lancer dans l'aventure de la construction d'un vaste empire maritime et colonial.

Certes, Zheng He mort, elle y avait renoncé brusquement. Et c'était alors qu'elle s'était presque complètement repliée sur elle-même, qu'elle s'était muée en une nation apparemment décidée à se contenter, jusqu'à la fin des temps, de profiter d'elle-même ; c'était alors qu'elle s'était immobilisée, pétrifiée, qu'elle s'était enfoncée dans ce sommeil auquel l'Europe ne devait l'arracher (et avec

1. La Chine des Han antérieurs (deux derniers siècles avant Jésus-Christ), et celle des Han postérieurs (deux premiers siècles après Jésus-Christ), n'est ni moins puissante ni moins brillante que la Rome de la période des grandes conquêtes et de la « paix impériale ». Le Moyen-Âge de la Chine, qui commence trois siècles plus tôt que celui de l'Europe de l'Ouest et ne dure en tout que quatre siècles, prépare l'avènement d'une dynastie des Tang qui autorise l'Empire du Milieu à atteindre au maximum de son éclat et de son épanouissement du début du VII<sup>e</sup> siècle au début du X<sup>e</sup> siècle, soit très précisément à l'époque durant laquelle l'Occident n'est plus qu'immonde barbarie. La Chine des Song, qui commence à la fin du X<sup>e</sup> siècle et s'effondre au début du XIII<sup>e</sup> siècle, n'a réellement rien à envier à l'Europe arrachée à ses propres ténèbres par les luxuriances de la période des bâtisseurs de cathédrales romanes et gothiques. Abîmée mais non détruite par le conquérant mongol, la Chine n'est pas longue à le civiliser et retrouve sous le règne du fondateur de sa dynastie Yuan, Koubilaï Khan, dès le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, une grandeur comparable à celle qui avait été la sienne sous les Tang, une grandeur que sauront maintenir jusqu'au début du XV<sup>e</sup> siècle les premiers de ses empereurs Ming.

quelle brutalité !) qu'en 1840, soit au bout de quatre siècles<sup>2</sup>. Avait-elle, pourtant, cessé de compter dans le monde durant ces quatre siècles ? Oui et non. Oui, dans la mesure où elle était devenue une puissance inactive, une puissance au point mort, bref une *non*-puissance. Non, dans la mesure où elle n'était point devenue une *im*-puissance. Du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, au fond, le « Pays du Milieu » aura tenu dans la sphère des relations internationales la place de ce que les astronomes appellent un trou noir, la place de l'étoile portée à un tel degré d'autocompression qu'elle garde pour elle-même tous ses rayons de lumière.

Pour la première fois de son histoire, la Chine s'était trouvée neutralisée par des nations d'un niveau de civilisation égal à celui de la sienne, de 1840 à 1911. L'aisance avec laquelle l'Angleterre, la France et la Russie, bientôt secondées par les États-Unis, le Japon et l'Allemagne lui avaient alors fait la loi avait fourni la preuve expérimentale de ce que le régime socio-politique de type paléo-bureaucratique qui lui avait permis de s'épanouir au point auquel elle s'était épanouie jusqu'au cœur du XV<sup>e</sup> siècle ne valait plus tripette, et que c'était précisément pour avoir commis l'erreur de ne s'en être point débarrassée qu'elle s'était ensuite enfoncée dans un sommeil quatre fois plus long que celui de la Belle au bois dormant<sup>3</sup>. Les Puissances avaient eu beau se démener, malgré tout, elles n'avaient réussi, après l'avoir ligotée, qu'à la dépouiller des éléments les moins bien accrochés de son glacis (Mongolie, Corée, Viêt-nam, etc.). Faute d'avoir pu la dépecer, elles avaient dû renoncer, très vite, à la coloniser<sup>4</sup>.

Résolue à mettre en miettes son régime paléo-bureaucratique et, par là même, à se donner les moyens de retrouver son rang dans le monde, la Chine, au demeurant, n'avait pas attendu qu'explose la Première Guerre mondiale pour s'engager

2. Sur les conditions dans lesquelles la Chine a essayé de se bâtir un grand empire maritime et colonial puis y a renoncé ; voir le chapitre I du petit livre de C. P. FITZGERALD intitulé *The Third China*, Canberra, 1965.

3. Alors que les régimes ploutocratiques sont ceux dans lesquels la richesse permet d'accéder à la fonction, les régimes bureaucratiques sont ceux dans lesquels la fonction permet d'accéder à la richesse. Il y a eu jusqu'ici deux sortes de régimes bureaucratiques : ceux d'avant la révolution industrielle et ceux d'après la révolution industrielle. Le prototype des premiers, que nous appelons paléo-bureaucratiques, est le régime mandarinale chinois, tel qu'Étienne BALAZS l'a si admirablement dépeint (voir, à ce sujet, le recueil *La Bureaucratie céleste*, Paris, Gallimard, 1968). Le prototype des seconds, que nous appelons néo-bureaucratiques, est le régime stalinien. Le régime sous lequel fonctionne la Chine depuis 1949 est un régime néo-bureaucratique. Nous nous sommes efforcé de le caractériser comme tel dans une étude intitulée « Une dictature de bureaucratie nouvelle », qui a été publiée dans le recueil *Regards froids sur la Chine*, Paris, Seuil, 1976.

4. De 1840 à 1949, la Chine n'a jamais été réellement « colonisée » ni même « à demi-colonisée », à notre sens. Les Puissances l'ont dépouillée de certaines de ses possessions (Corée, Annam, etc.), elles l'ont contrainte de leur « concéder » plus d'un arpent de sol à bâtir dans un certain nombre de grandes villes, elles ont pris et gardé durant des années le contrôle de ses douanes, elles l'ont largement pillée, etc., nous ne nions rien de tout cela. Mais elles ne l'ont jamais réduite à l'état auquel elles avaient réduit l'Inde ou l'Indochine, pour ne citer que ces deux exemples. Et pourquoi cela ? Parce qu'elles ne l'ont pas *pu*, et parce que la résistance active et surtout passive qu'elle n'a cessé de leur opposer a été trop forte pour qu'elles y réussissent.

dans la voie du nationalisme républicain. Et le fait est qu'en dépit de l'échec apparent de sa révolution de 1911-1913, de celui de son mouvement antiimpérialiste et antiobscurantiste du 4 mai 1919 et de celui de sa révolution de 1925-1927, elle avait réussi à refaire figure de vrai sujet de la vie internationale à la veille de la Seconde Guerre mondiale <sup>5</sup>.

Comment, dès lors, sans redouter de sombrer dans le ridicule, se poser la question de savoir si la Chine est ou non, en 1979, un *nouveau* centre de pouvoir ? Tout simplement en partant de l'idée que les années zéro de notre planète sont les années 1945-1947, les années au cours desquelles il est apparu qu'à la suite de la Seconde Guerre mondiale, il n'y avait plus que deux nations, l'Union soviétique et les États-Unis, qui comptaient vraiment ici-bas, les années durant lesquelles il a bien fallu constater que toutes les autres nations avaient été ravalées, du fait de la Seconde Guerre mondiale, soit au rang de captives (Allemagne, Japon, etc.), soit au rang de satellites (Angleterre, France, Pologne, Chine, etc.). Une telle idée admise, il va de soi, en effet, que ce que nous appelons les *nouveaux* centres de pouvoir de notre planète sont les centres de pouvoir plus ou moins indépendants du centre de pouvoir russe *et* du centre de pouvoir yankee qui sont apparus à la surface de notre planète depuis 1947 et que le plus manifeste d'entre eux, le plus gênant d'entre eux est la Chine, la Chine telle que se sont attachés à la « régénérer » les communistes chinois en lui passant la camisole d'un régime socio-politique de type néo-bureaucratique « adapté à ses particularités » <sup>6</sup>. Mais il va de soi aussi

5. La révolution républicaine inaugurée par le succès du soulèvement de Wuchang du 10 octobre 1911 est morte le jour où Yuan Shikai a fait assassiner Song Jiaoren, soit le 20 mars 1913. Elle n'en a pas moins fini par être victorieuse, Yuan Shikai n'ayant pas réussi à restaurer la monarchie et en étant mort de dépit dès 1916. Mouvement très réussi de rénovation iconoclaste de la vie intellectuelle et culturelle chinoise, le Mouvement du 4 mai 1919 a également été un mouvement patriotique, à première vue raté. Même en tant que mouvement patriotique, cependant, il a fini par être couronné de succès, puisqu'il a très largement déterminé les États-Unis à contraindre les Japonais à restituer à la Chine la province du Shandong dès 1922. Nul n'ignore qu'après être magnifiquement partie, la révolution nationaliste-bolchévisante amorcée par le Mouvement du 30 mai 1925 a été étranglée au printemps 1927 par Tchang Kai-shek le félon, avec la bénédiction de l'Occident. Mais chacun sait aussi qu'elle n'a pas, en fin de compte, été faite pour rien, puisqu'il se trouve que dès le milieu des années 1930, la Chine avait retrouvé un minimum d'autonomie économique et politique par rapport à l'Europe et aux États-Unis en même temps qu'un minimum d'unité sociale et idéologique face à l'envahisseur nippon. En Extrême-Orient, le rappellerons-nous ? la Seconde Guerre mondiale ne commence pas le 3 septembre 1939 mais le 7 juillet 1937. Or, dès la fin de 1936, le Guomindang et le PC chinois se sont réconciliés, à l'occasion et à la suite de l'incident de Xi'an, cependant que se poursuivait, dans les villes, le redressement de la situation économique dont les premiers signes avaient été enregistrés en 1935.

6. *Yankee* : ce terme n'a pas, dans notre bouche, de résonance péjorative. Nous n'en usons que parce qu'il nous paraît plus précis et plus exact que celui d'*américain* pour désigner ce qui appartient aux États-Unis. Les États-Unis, après tout, représentent-ils, à eux seuls, l'Amérique entière ? Il y a les Nord-Américains et il y a les Latino-Américains. Et *parmi* les Nord-Américains, il y a les « Yankees ». Les vrais « nouveaux centres de pouvoir » ne commencent à apparaître qu'au cours de la Guerre froide (qui permet à l'Amérique et à la Russie d'*achever* de se partager la planète, tout en s'éprouvant l'une l'autre, et qui se termine en mars 1953 quand Staline rend le dernier soupir) : ce sont ceux que

que, si nombre d'entre eux, l'Inde, par exemple, ou le Brésil, doivent être classés dans la catégorie des nouveaux centres de pouvoir *au sens parfait du terme*, c'est-à-dire des pays actuellement en ascension qui, avant la Seconde Guerre mondiale, n'étaient que des objets de la vie internationale, d'autres, la France par exemple, ou l'Allemagne, ou le Japon, et la Chine bien entendu, doivent être classés dans la catégorie des nouveaux centres de pouvoir *au sens relatif du terme*, c'est-à-dire des pays actuellement en ascension qui opéraient comme sujets de la vie internationale en 1937-1939, qui ont été annulés en tant que petites ou grandes puissances par la Seconde Guerre mondiale et qui, depuis, tels des Phénix, sont plus ou moins parvenus à renaître de leurs cendres.

Le bon sens suggère que ce qu'il faut entendre par stratégie d'accès à l'influence internationale est en réalité une stratégie d'accès à l'influence universelle, une stratégie d'accès au rang de grand de ce monde, voire de supergrand de ce monde. Et l'observation montre que nombreux sont les nouveaux centres de pouvoir de notre planète qui ne semblent pas avoir été tentés d'adopter une stratégie de ce genre, pour la raison fort simple qu'ils ont préféré borner leurs ambitions à l'exercice d'une influence purement régionale ou, plus modestement encore, à la sauvegarde d'une indépendance laborieusement retrouvée, et que tel est notamment le cas de presque tous les nouveaux centres de pouvoir au sens parfait du terme.

Oui, ce n'est, tout compte fait, que dans le groupe des nouveaux centres de pouvoir au sens relatif du terme, dans le groupe des Phénix de l'incroyable Europe (dont il y a belle lurette que la Russie ne fait plus partie, politiquement parlant) et de l'immortel Extrême-Orient (tel que le composent, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Chine, le Japon, les deux Corées et rien de plus) que l'on a rencontré, depuis 1947 et parfois même plus tôt, des nations assez présomptueuses pour rêver avec quelque constance de jouer le rôle de destructrices de l'« ordre » bipolaire instauré en 1945, le rôle de liquidatrices du système de la prédominance soviéto-américaine.

De 1945 à 1956, l'Angleterre s'est essayée à jouer ce rôle-là, timidement mais de temps à autre avec quelque succès. La France s'y est essayée aussi, en paroles et en actes (et plus souvent hélas ! en paroles qu'en actes), en 1944-1945, et de 1958 à 1974. L'Allemagne, telle que la République fédérale de Bonn en porte maintenant, bon gré mal gré, le destin général, semble désireuse de s'y essayer à son tour. Le Japon, à notre avis, se trouvera vite condamné non seulement à s'y essayer mais encore à y réussir. S'il est une nation, cependant, qui n'a cessé de s'y essayer et qui s'y essaie plus que jamais, depuis trente ans, c'est bien la Chine. Et s'il est, par suite, un exemple particulièrement éclairant de la façon dont les deux supergrands se sont employés et s'emploient plus que jamais,

---

représentent l'Inde (dont l'indépendance est proclamée en août 1947), la Yougoslavie (qui s'arrache à l'orbite soviétique sans tomber dans l'orbite américaine en 1948), la Chine (qui redevient pleinement elle-même en 1949 au terme d'une période de plus d'un siècle d'humiliations), l'Égypte (qui se débarrasse définitivement de ses protecteurs britanniques en 1952), le Viêt-nam (dont les maquisards sont déjà sur le point de vaincre les Français, au début de 1953) ... — Sur ce que nous entendons par « régime socio-politique » de type néo-bureaucratique, voir la note 3.

depuis trente ans, à perpétuer le régime de leur double prédominance, c'est bien celui de la façon dont ils ont réagi et réagissent toujours aux tentatives faites par la Chine pour le remettre en cause.

Qu'on le sache bien partout comme on le sait déjà à Moscou, à Washington et dans toutes les capitales de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud : la Chine d'aujourd'hui n'a pas oublié celle d'hier ; la Chine néo-bureaucratique n'a pas oublié la Chine paléo-bureaucratique ; la Nouvelle Chine n'a pas oublié la Vieille Chine. Et ce n'est pas (sauf exception de caractère accidentel comme celle qui a pu être enregistrée au moment le plus aberrant de la Grande Révolution culturelle prolétarienne) avec les traditions léthargiques de la Vieille Chine des XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles de notre ère mais avec les traditions dynamiques de la Vieille Chine la plus ancienne que la Nouvelle Chine rêve de renouer, plus ou moins consciemment, depuis 1949.

De quelle façon ce rêve sera-t-il poursuivi, sinon réalisé ? Quelles voies la Nouvelle Chine empruntera-t-elle donc pour tenter de redevenir la Grande Chine, compte tenu de ce que la planète n'est plus tout à fait ce qu'elle était il y a cinq siècles et de ce que l'apparition des armes nucléaires a, en tout état de cause, notablement modifié les règles du jeu traditionnel des relations entre grandes et petites nations ? Sera-ce une stratégie impérialiste ou égalitariste de ré-activation de sa grandeur passée que la Chine mettra en œuvre ? Quand la Chine se réveillera, le monde tremblera-t-il, pour parler comme Alain Peyrefitte—« Napoléon », ou se réjouira-t-il ?

Désireux d'éviter de donner trop d'ampleur matérielle au présent essai, nous n'y avons traité que de la façon dont a évolué la stratégie d'accès à l'influence planétaire de la Nouvelle Chine de 1949 à 1979, en mettant délibérément l'accent sur la dernière phase de ce cheminement, celle de la décennie 1969-1979. Le point de vue auquel nous avons choisi de nous y placer est, en d'autres termes, plus descriptif qu'explicatif. Et c'est pour ce motif qu'à tort ou à raison nous nous sommes jugé en droit d'y parler le moins possible, sauf en *post-scriptum*, de la façon dont le couple URSS-États-Unis a relevé ou n'a pas relevé les différents défis que la Nouvelle Chine lui a lancés durant ces trente dernières années.

Mais il ne suffit pas que le présent essai soit, dans son objet même, des plus limités : il faut également qu'il ait un caractère quelque peu cavalier. Ce que l'on trouvera ci-dessous ne ressemble en rien, en effet, à une « Brève Histoire de la politique extérieure de la Nouvelle Chine ». Ce que l'on trouvera ci-dessous est une tentative d'interprétation très schématique de cette histoire, une tentative d'interprétation d'autant plus schématique de cette histoire que nous l'avons menée en ne nous attachant qu'à ressaisir la logique des actes des dirigeants de Pékin (la logique *objective* de leur démarche), la logique de leurs discours (la logique

7. « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera », a dit un jour, dit-on, Napoléon le Grand. Du premier membre de cette phrase, bien entendu géniale, le politicien français Alain Peyrefitte (actuellement ministre de la Justice) a fait le titre d'un livre assez médiocre sur la Chine, qui a vu le jour en 1973 et qui, du fait des complaisances d'une télévision toujours aux ordres du pouvoir, a connu en France un formidable succès de librairie.

proclamée de leur démarche) et la logique de leurs calculs (la logique *subjective* de leur démarche) nous restant, elles, par principe, complètement indifférentes d'un bout à l'autre de l'exercice <sup>8</sup>.

Nous usons d'abondante façon, dans le présent essai, d'une notion qui n'a rien de très original mais qu'il convient de se garder de manipuler sans précautions : celle de projet stratégique. Il n'est, nous croyons, aucun exemple de projet stratégique formé par une nation (ou, plus exactement, par les grands chefs de cette nation) qui ait fini par être *complètement* réalisé. Et il ne fait aucun doute que, dans le monde d'aujourd'hui comme dans celui d'hier, un nombre non négligeable de projets stratégiques plus ou moins aberrants sont poursuivis obstinément par les uns et par les autres, dans la sphère des relations entre les nations comme dans celle des relations entre les classes à l'intérieur de chaque nation.

Le projet stratégique sino-américain qui a depuis dix ans les préférences de la Chine et sur lequel nous nous étendons fort longuement ci-dessous mais qui, décidément, ne paraît pas transporter d'enthousiasme les États-Unis est-il un projet stratégique viable, « inviable » ou semi-viable ? Telle est sans doute la seule question réellement pertinente que le présent essai vise à mettre en débat.

## II – L'EXPÉRIENCE A CONFIRMÉ QU'IL N'ÉTAIT PAS POSSIBLE DE SE BATTRE LONGTEMPS SUR DEUX FRONTS

### A – Les données du problème. Situation géostratégique de la Nouvelle Chine

1. La Nouvelle Chine, assurément, est une nation « socialiste », une néo-bureaucratie, un pays de l'Est de la planète, autrement dit. Et nul non plus ne saurait nier qu'elle est en même temps une nation extrêmement pauvre, un consternant exemple de sous-développement, un pays du Sud de la planète autrement dit ou, encore, un pays du Tiers-Monde, un pays du « Troisième Monde », pour parler comme parlait feu le président Mao <sup>9</sup>.

8. Nous n'ignorons, bien entendu, ni que la logique subjective d'une démarche de grands chefs est l'un des éléments d'explication de sa logique objective (au niveau, notamment, de ce que les politologues *yankees* appellent le « processus de la prise de décision »), ni que la logique proclamée d'une démarche de grands chefs se confond parfois avec sa logique objective (quand, par exemple, le discours acquiert, sous forme de proclamation plus ou moins solennelle, de déclaration plus ou moins fracassante ou de commentaire plus ou moins explosif, valeur d'acte politique). Nous annonçons seulement que, par souci de limiter les dimensions matérielles du présent essai, nous avons choisi de n'y faire état que de la logique objective de la démarche suivie par les grands chefs de Pékin dans la sphère des relations internationales.

9. On sait que, d'après une théorie attribuée à Mao Zedong, la planète politique d'aujourd'hui comprend trois mondes : celui que forment à elles deux les « superpuissances » américaine et soviétique (« Premier Monde ») ; celui que représentent le Japon, l'Europe, le Canada et quelques autres « forces intermédiaires » (« Deuxième Monde ») ; et celui que composent l'ensemble des nations du Tiers-Monde, Chine en tête (« Troisième Monde »). Voir, à ce sujet, l'article-fleuve du *Renmin ribao* du 1<sup>er</sup> novembre 1977, tel qu'il a été publié en français sous forme de brochure dès la fin de 1977 par les soins des Éditions en langues étrangères de Pékin et qui porte le titre suivant : « La théorie du président Mao sur la division en trois mondes, importante contribution au marxisme-léninisme ».



Mais qu'a-t-on dit, en vérité, quand on a dit cela, puisqu'il y a belle lurette que l'on a découvert que les contradictions qui opposent les pays de l'Est aux pays de l'Est, ou les pays de l'Ouest aux pays de l'Ouest, sont au moins aussi graves que celles qui opposent les pays de l'Est aux pays de l'Ouest et que le Tiers-Monde est également un ensemble aussi peu homogène que possible, un ensemble des plus complexes et des plus déchirés.

Avant que d'être un pays de l'Est de la planète ou du Sud de la planète, la Nouvelle Chine est un pays de l'immortel Extrême-Orient. Et ce n'est qu'en se gardant de ne jamais l'oublier que l'on peut réussir à la situer convenablement sur la carte politique actuelle de la terre et, par voie de conséquence, à se faire une idée qui ne soit point trop inexacte de ce qu'a été l'évolution de sa stratégie d'accès à l'influence internationale depuis 1949.

2. En 1937-1939, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, il y avait sur le globe cinq zones stratégiques : deux zones d'effervescence, celles que représentaient l'Europe et l'Extrême-Orient ; deux zones de pénombre : celles que représentaient la Russie soviétique et les États-Unis ; et une zone d'ombre : celle que représentaient les pays colonisés ou réduits à l'état d'extrême dépendance de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. Les deux zones d'effervescence, à l'intérieur desquelles se trouvaient rassemblées depuis des décennies les plus prestigieuses des grandes et petites puissances, formaient, à elles deux, le centre de la planète ; les deux zones de pénombre, celles des géants qui sommeillaient, mais d'un œil seulement, formaient, à elles deux, la périphérie de la planète ; et la zone d'ombre, dans laquelle toute rébellion semblait d'avance vouée à l'échec, ne comptait qu'à titre de prolongement ou de champ de manœuvre des nations du centre et de la périphérie de la planète.

Pour l'Extrême-Orient comme pour l'Europe, en fin de compte, la Seconde Guerre mondiale n'aura été rien d'autre qu'une impardonnable tentative de suicide. Et que se produira-t-il donc, stratégiquement parlant, à l'issue de ce drame ? Une inversion des rôles : de périphérie qu'elles étaient en 1937-1939, l'URSS et l'Amérique deviennent centre du monde ; de centre du monde qu'elles étaient en 1937-1939, les nations de l'Europe et celles de l'Extrême-Orient deviennent périphérie. Il ne suffit pas, cependant, que les nations de l'Europe et celles de l'Extrême-Orient soient de la sorte condamnées à vivre dans la pénombre, dès 1945 ; il faut encore que les deux ensembles relativement cohérents qu'elles constituaient de très longue date soient tous les deux coupés en deux pour tomber chacun pour une partie sous la coupe de l'URSS et pour l'autre partie sous la coupe des États-Unis, de 1945 à 1949.

Cette mutation acquise, la question de la lutte pour le contrôle exclusif ou quasi exclusif de la planète entière qui s'engage immédiatement entre l'Amérique et l'URSS devient évidemment la plus brûlante de notre époque. Cependant, il en est une autre qui, bien qu'elle ne se pose, pour commencer, que fort discrètement, revêt sans aucun doute presque autant d'importance à partir de la fin des années 1950 et n'est de toute façon jamais moins passionnante : c'est celle de la lutte que mènent soit contre l'URSS, soit contre l'Amérique, soit contre le couple URSS-

Amérique les nations les plus vivaces, les plus héroïques ou les mieux placées de l'Extrême-Orient et de l'Europe afin de refaire surface et, par là même, de retrouver leur rang, c'est celle de la façon dont cette lutte se développe et dont elle contribue à creuser ou à combler le fossé qui sépare l'URSS de l'Amérique.

La voilà, oui, la perspective dans laquelle il convient de se placer pour parvenir à ressaisir le fil principal de la logique de la conduite de la Chine de ces trente dernières années à l'endroit de la non-Chine. Loin de nous, bien sûr, l'idée d'oublier que la Chine n'a jamais cessé, depuis 1949, de se présenter et de se percevoir comme le pays phare de l'ensemble des pays du Sud de la planète. Plus loin de nous, pourtant, l'idée de la croire sur parole, même lorsqu'elle est sincère. Le Tiers-Monde, assurément, l'a toujours intéressée, mais en tant que sphère de déploiement de ses propres ambitions, et notamment dans la mesure où elle a cru, à tort ou à raison, pouvoir en jouer comme d'un levier antiaméricain ou antisoviétique, pouvoir en jouer comme d'un levier de nature à lui permettre de forcer la porte d'accès au club des supergrands <sup>10</sup>.

#### B – Périodisation de l'histoire des efforts déployés par la Chine pour retrouver son rang depuis 1949

Trois périodes à distinguer. Chacune d'elles dure dix ans.

1. La période des années 1949–1959. La Nouvelle Chine s'efforce de devenir l'égale de l'URSS à l'intérieur de l'alliance qu'elle noue avec l'URSS, au cours de cette période. Elle ne cherche nullement à sortir du « camp socialiste » ; elle cherche au contraire à s'y installer au mieux en vue d'y prendre la place qui lui revient de droit et qui ne saurait en aucun cas être celle d'un satellite.

Le projet stratégique qui l'intéresse au cours de cette période n'est rien de moins qu'un projet sino-soviétique de co-direction de la planète enveloppé dans

10. Ce paragraphe-là du présent essai en est sans le moindre doute le paragraphe le plus discutable. Et ce n'est au fond que pour mieux pouvoir nous en reprocher l'insuffisance que nous l'avons maintenu. La vérité est, en effet, que, depuis 1949, la politique extérieure de la Chine n'a cessé d'avoir *deux* dimensions majeures : la dimension des relations avec le couple URSS–États-Unis ou, si vous préférez, avec le « Premier Monde » ; et la dimension des relations avec le Tiers-Monde ou, si vous préférez, avec le « Troisième Monde ». En certains moments, en des moments comme presque tous ceux que nous avons vécus depuis une dizaine d'années, la dimension des relations avec le « Premier Monde » est la dimension la plus importante de la politique extérieure chinoise, et la dimension des relations avec le « Troisième Monde » ne semble plus en être que la dimension accessoire. Mais en d'autres moments, en des moments comme beaucoup de ceux que nous avons vécus de 1955 à 1965, par exemple, c'est la dimension des relations avec le « Troisième Monde » qui devient la dimension la plus importante de la politique extérieure chinoise et la dimension des relations avec le « Premier Monde » qui semble ne plus en être que la dimension accessoire. Ce que nous maintenons, par contre, est que même et peut-être surtout lorsqu'ils privilégient la dimension de leurs relations avec le « Troisième Monde », les Chinois obéissent au souci d'en finir avec le système de la co-domination soviéto-américaine de la planète qui prévaut depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et de déplacer au centre de la vie politique mondiale l'ensemble de l'Extrême-Orient.

un projet révolutionnaire de lutte des pays « socialistes », du mouvement communiste international et des mouvements de libération du Tiers-Monde pour en finir avec l'impérialisme *yankee* sur tous les continents, soit par la méthode du coup de poing sur la table ou de la lutte armée (préconisée de 1949 à 1953 et de 1957 à 1959), soit par la méthode de la coexistence et de la compétition pacifiques (préconisée de 1953 à 1957).

Pas plus, hélas ! que l'URSS de Staline, l'URSS de Khrouchtchev ne consent, finalement, à prendre au sérieux ce projet stratégique là. La Nouvelle Chine, dès lors, n'a plus d'autre choix que de le passer par pertes et profits.

2. La période des années 1959-1969. La Nouvelle Chine fait cavalier seul, au cours de cette période. Aussi hostile à l'URSS des Khrouchtchev et des Brejnev qu'à l'Amérique des Kennedy et des Johnson, se jugeant parfois à tort et parfois avec raison assiégée par elles et par leurs alliés indien et japonais, elle lutte sur deux fronts et, bien entendu, ne compte plus que sur ses propres forces pour édifier chez elle le vrai socialisme.

Le projet stratégique qui l'accapare alors est un projet sino-centriste de caractère à la fois martial et messianique, jacobinisant donc, de contournement-débordement du monde impérialiste et du monde « révisionniste » par le Sud de la planète, qu'elle appelle alors la « zone des tempêtes », et dans lequel elle se plaît à voir, fort utopiquement, un système de bases rouges rurales en train de faire le siège des grosses villes blanches « corrompues » du Nord de la planète <sup>11</sup>.

Cette période des années 1959-1969 comprend elle-même deux phases extrêmement distinctes : celle d'avant et celle d'après la double catastrophe de l'intervention directe des troupes américaines au Viêt-nam et du déclenchement de la Grande Révolution culturelle prolétarienne en Chine même ; celle des années 1959-1965 et celle des années 1965-1969. Et ce n'est réellement qu'au

11. Il existe une abondante littérature en français et en anglais sur la période 1959-1969 de l'histoire des relations de la Chine avec la non-Chine. Sur la sous-période des années 1959-1965, on consultera encore avec profit les études et chroniques plus ou moins contemporaines des événements auxquels elles se rapportent que nous avons publiées dans les numéros de décembre 1963 et d'octobre 1964 de la *Revue française de science politique*, dans les livraisons de *L'Année dans le monde* concernant les années 1962, 1963, 1964 (Arthaud, Paris, 1963, 1964, 1965) et dans les livraisons de l'annuaire *L'U.R.S.S.*, du Centre de recherches de Strasbourg sur l'URSS et les pays de l'Est concernant les années 1960 à 1966. Sur la même sous-période des années 1959-1965 de l'histoire des relations de la Chine avec la non-Chine, on lira avec plus de profit encore le livre de Cheng YING-HSIANG, *Idylle sino-cubaine, brouille sino-soviétique*, Paris, 1973, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Le texte maoïste le plus extraordinaire sur la vocation révolutionnaire de la « zone des tempêtes », celui dans lequel le Nord de la planète conduit par l'URSS et l'Amérique est assimilé au monde « mauvais » des villes qu'« assiège » un Sud de la planète assimilé au « bon » monde des campagnes et conduit par la Chine est l'article-fleuve de Lin BIAO intitulé « Vive la victorieuse guerre du peuple ! » que le *Renmin Ribao* a publié dans son numéro du 3 septembre 1965 et que les Éditions en langues étrangères de Pékin ont diffusé en français comme en bien d'autres langues sous forme de brochure dès la fin de 1965.

cours de la phase des années 1959-1965 que la Nouvelle Chine mène le bon combat qu'il fallait mener contre le couple soviéto-américain et que, ce faisant, elle se voit rapidement soutenue, en Europe, par tous ceux qui, rassemblés derrière la France de de Gaulle, commencent aussi à s'énervier de se voir toujours soumis au double joug de la Maison Blanche et du Kremlin quinze ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Au cours de la phase des années 1965-1969, il n'en va plus de même. Déchirée par cette longue guerre civile en pointillés que représente, en fin de compte, la Grande Révolution culturelle prolétarienne, la Nouvelle Chine ne tarde guère à perdre les moyens de continuer à se battre simultanément contre l'impérialisme et contre le « révisionnisme », dans l'arène internationale. Elle les perd d'autant plus vite que, mise à feu et à sang par son « génial » empereur, privée de par la grâce de Mao Zedong et de Jiang Qing des lumières de ses meilleurs dirigeants, pétrifiée par le sectarisme, les ignorances et l'inculture des maîtres de son soi-disant « quartier général du prolétariat », elle se retient de saisir la main que la France de de Gaulle n'a cessé de lui tendre depuis 1963 et laisse ainsi passer la chance de transformer son peu crédible projet sino-centriste de débordement par le Tiers-Monde de l'empire soviétique et de l'empire américain en un sage et judicieux projet sino-européen d'opposition sur tous les fronts et dans tous les domaines aux entreprises des deux hégémons<sup>12</sup>. Et il va de soi, dès lors, que, sous peine de succomber, il lui faut opter soit en faveur de cette réconciliation avec l'URSS sur une base antiyankee à laquelle le petit Viêt-nam et la petite Cuba ne cessent de l'inviter à se prêter, soit en faveur de cette entente avec les États-Unis sur une base antisoviétique que seuls jugent impensable les millions de braves cœurs abusés par sa phraséologie tiermondiste.

Pour toutes sortes de raisons sur lesquelles nous éviterons de nous appesantir ici, c'est le second des deux termes de cette alternative que choisit la Nouvelle Chine, sur décision de Mao Zedong, en 1966. Jusqu'en 1969, cependant, les démarches qu'elle effectue le plus discrètement du monde en vue de savoir si l'Amérique serait ou non disposée à prendre langue avec elle, ne donnent pratiquement rien. Très isolée, la Nouvelle Chine préfère alors se faire vertu de se fermer à la non-Chine, en se drapant à cette fin dans les plis sanguinolents de sa Grande Révolution culturelle prolétarienne. Et c'est à ce moment-là de son histoire

12. Entre le moment le plus heureux de la politique extérieure française et le moment le plus heureux de la politique extérieure chinoise de ces trente dernières années, il y a eu, observons-le, un décalage non négligeable. C'est essentiellement durant les années 1959-1965 que la Chine s'est affirmée aussi résolue à combattre l'hégémon soviétique que l'hégémon américain, alors que c'est essentiellement durant les années 1963-1968 que la France a affiché sa volonté de ne pas s'opposer moins vivement aux débordements de l'hégémon américain qu'à ceux de l'hégémon soviétique. La phase durant laquelle la France et la Chine ont réellement été au même diapason, dans le concert des nations, a donc été extrêmement courte. Elle a commencé vers le milieu de 1963 pour s'achever vers la fin de 1965 ; elle n'a même pas duré trois ans, autrement dit. Et sans doute est-ce l'un des motifs pour lesquels la France et la Chine et, à travers elles, l'Europe et l'Extrême-Orient, ont manqué le premier grand rendez-vous dont l'histoire leur avait ménagé la possibilité.

si tourmentée qu'elle renoue, pour quelque temps, avec les traditions orgueilleusement léthargiques de repli sur soi de la Vieille Chine des XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles <sup>13</sup>.

3. La période des années 1969–1979. La Nouvelle Chine propose obstinément aux États-Unis de nouer avec elle une alliance entre égaux mais une alliance privilégiée, sur une base résolument antisoviétique. Le projet stratégique qu'elle nourrit, au cours de cette période, est pratiquement l'inverse de celui qui était le sien au cours de la période des années 1949–1959. Ce n'est rien de moins, en effet, qu'un projet sino-américain de co-direction de la planète enveloppé dans un projet « humanitaire » et défensif de résistance aux entreprises du « social-fascisme » russe et de coopération entre les pays du Sud et les pays de l'Ouest, pour en finir avec la misère qui sévit plus que jamais dans les premiers, en même temps qu'avec le chômage qui, de nouveau, frappe les seconds.

Pour que la Nouvelle Chine trouve en elle-même l'audace d'aller jusque-là, il a fallu, bien entendu, qu'elle y soit encouragée ou qu'elle s'y juge condamnée par plusieurs faits nouveaux, et notamment par ceux que voici.

– Un personnage assez spécial et assez risque-tout pour avoir envie de jouer la carte de la connivence aventuriste avec la Chine de Mao plutôt que celle de la coexistence à la petite semaine avec l'URSS de Brejnev, Richard Nixon, arrive au pouvoir aux États-Unis en 1969.

– Énergée mais alléchée par les multiples accrochages auxquels donne lieu la petite guerre des frontières sino-soviétiques, l'URSS est bien tentée de faire à la Chine une grande guerre, une grande guerre « préventive » en 1969. Et c'est sans aucun doute, pour une large part, une intervention aussi ferme que discrète des États-Unis en faveur de la Chine qui dissuade l'URSS de succomber à cette tentation <sup>14</sup>.

– Lancé sur le marché par Nixon et par Mao en 1971–1972 de la façon spectaculaire que l'on sait, le projet stratégique sino-américain est ensuite rapidement mis en veilleuse, du fait sans doute de son caractère quelque peu prématuré. Et c'est avec lenteur que se poursuit le rapprochement Washington–Pékin, de 1973 à 1978, freiné comme il est inévitable qu'il le soit par les complications de la dernière phase de la guerre du Viêt-nam et de la guerre du Cambodge, par les froncements de sourcils des dirigeants de l'URSS et de quelques autres pays et surtout par les crises intérieures de première grandeur auxquelles donnent lieu, en Amérique, l'affaire du Watergate et, en Chine, les drames de la période et de

13. Sur la situation intérieure de la Chine et sur l'état des relations de la Chine avec la non-Chine à l'époque de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, voir l'étude de Claude CADART intitulée « La Chine et le reste du monde en 1968 » qui a été publiée dans *L'Univers politique en 1968. Relations internationales*, Paris, Éditions Richelieu, Imprimerie nationale, 1969.

14. Voir, à ce sujet, l'étude de Claude CADART intitulée « Crise aux frontières sino-soviétiques » qui a été publiée dans *L'Univers politique en 1969. Relations internationales*, Paris, Éditions Richelieu, Imprimerie nationale, 1970.

la mort de Mao, puis ceux du règlement de son écrasante succession. Le fait est, pourtant, qu'il se poursuit, envers et contre tout, et que c'est parce qu'il se poursuit que le président Carter estime indispensable de sacrifier T'ai-wan sur les autels de la normalisation définitive des relations sino-américaines, pour la plus grande satisfaction du camarade Deng Xiaoping, en décembre 1978.

4. Les relations sino-américaines prennent, de la fin de décembre 1978 au début de février 1979, à la veille et à l'occasion du voyage de Deng Xiaoping aux États-Unis, une tournure euphorique. Elles se refroidissent pourtant aussi notablement et aussi rapidement qu'elles s'étaient réchauffées, de la mi-février à la fin de mai 1979. Elles se refroidissent même tant, au cours de ces quinze semaines, que l'on est maintenant en droit de se demander si Deng Xiaoping n'a pas déjà décidé en lui-même de que le projet stratégique sino-américain ne valait plus grand'chose et si ce n'est pas pour cette raison que, tout en continuant à proclamer qu'il n'y a plus rien à espérer de l'URSS, il explore depuis peu, avec beaucoup de soin, la possibilité d'une normalisation des relations sino-soviétiques.

Il est, bien sûr, trop tôt pour savoir si cette nouveauté nous annonce une réorientation plus ou moins radicale de la ligne générale suivie depuis dix ans par la Nouvelle Chine dans la sphère de ses relations avec l'étranger ou si elle ne doit être tenue que pour la « nième » péripétie du roman-fleuve de la mise en œuvre du projet stratégique sino-américain. Comment, cependant, ne pas se dire qu'au cas, somme toute assez probable, où la Nouvelle Chine n'arriverait pas à obtenir des États-Unis qu'ils la traitent, dans l'ensemble, de façon plus favorable qu'ils ne traitent l'URSS, elle aurait tout intérêt à se remettre à jouer, sur le mode pacifique, ce jeu de la balance égale entre l'URSS et les États-Unis que les circonstances l'avaient contrainte de jouer sur le mode belliciste de 1959 à 1969, et à le jouer, cette fois, si possible, de concert avec l'Europe ? <sup>15</sup>

#### C – Comédies et tragédies de la dernière décennie. Savoir se moquer de perdre la face

Lancé par Mao Zedong en 1971-1972 avec le concours de Richard Nixon, mais mis ensuite en veilleuse durant cinq longues années, le projet stratégique sino-américain est réactivé par Deng Xiaoping, et avec quelle fougue ! en fin 1978/début 1979. Est-il alors toujours ce qu'il était à l'origine ? Oui et non. Oui, dans la mesure où Deng Xiaoping n'en a rien retranché. Non, dans la mesure où Deng Xiaoping y a beaucoup ajouté.

1. Qui oserait prétendre qu'en dépit de l'étendue de son territoire, de l'énormité de sa population, de l'originalité de sa civilisation et du charme discret de

15. Ces lignes nous ont été inspirées par les ouvertures que la Chine a faites à l'URSS au début de mai 1979, un mois après lui avoir signifié qu'elle refusait de reconnaître le « traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle » qu'elle avait conclu avec elle le 14 février 1950 pour une durée de trente ans. Nous ne les jugeons vieillies en rien, sept mois plus tard. Cf. ci-dessous le passage du « Post-scriptum » au présent essai relatif aux conversations sino-soviétiques de la seconde moitié de 1979.

ses armes nucléaires, la Chine ait réussi à devenir une grande puissance autrement qu'en paroles, depuis 1949 ? Qui oserait prétendre qu'elle représente, à l'heure actuelle, stratégiquement parlant, un champ de forces plus impressionnant que l'Angleterre ou la France en mettant les choses au mieux ?

Il ne suffit pas, cependant, que la Chine n'ait pas réussi à retrouver ce qu'elle estime être son rang, c'est-à-dire celui d'égal des plus grands, au cours de ces trente dernières années ; il faut encore que, depuis quinze ans, depuis le milieu des années 1960, *ce soit en fait une nation en état de faiblesse*, une nation incapable de ne compter que sur elle-même pour résoudre ses problèmes, à commencer par ceux de sa subsistance et de sa défense, par ceux de sa survie autrement dit, et que ce soit précisément pour cette raison-là qu'après avoir jugé qu'elle ne pouvait consentir à renouer alliance avec l'URSS sans perdre la face, elle n'ait cessé de guetter jusqu'à ce qu'elle la trouve l'occasion de se jeter dans les bras de l'Amérique.

Le projet stratégique sino-américain, on ne saurait trop le souligner, n'est nullement une idée que les Américains cherchent à « vendre » à la Chine ; ce n'est rien d'autre qu'une idée que la Chine cherche à « vendre » aux Américains. Avant que d'être le moyen (au demeurant aléatoire) que la Chine a découvert pour échapper à sa faiblesse, il constitue de sa part un aveu de faiblesse. Bien entendu, face aux États-Unis, la Chine est en position de demanderesse, dès la fin des années 1960 ; et contrairement aux apparences (et à tout ce que l'on peut lire à l'époque, à Paris, sous la plume des « meilleurs » commentateurs), ce n'est pas sa force mais sa fragilité que manifeste Mao quand il pousse la bonté jusqu'à recevoir Richard Nixon en sa bonne ville de Pékin, au début de 1972 <sup>16</sup>.

Les néo-bureaucraties totalitaires « rouges » ont beau représenter les sept plaies de l'Égypte pour tous les pays dont elles régissent les destinées, elles sont bien plus solides qu'on ne le croit généralement. Il est toutefois des seuils d'impéritie et de folie qu'elles ne sauraient franchir sans tomber en faille. Or c'est l'un de ces seuils que Mao Zedong fait franchir à la néo-bureaucratie de la Nouvelle Chine, à sa néo-bureaucratie, quand il imagine de la soumettre à l'épreuve « régénératrice » de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, de 1965 à 1969. Et comment faire, ensuite, pour échapper au pire, à l'intérieur, sinon en se hâtant d'aller demander secours, à l'extérieur, à l'Oncle Sam ?

2. Quand elle prend la décision de se tourner vers l'Amérique, en 1969-1970, la Nouvelle Chine, assurément, ne veut pas avoir l'air d'être la solliciteuse. Elle ne veut pas en avoir l'air pour la double raison qu'elle perdrait la face et, en même temps que la face, une large partie de son pouvoir de séduction, de sa

16. Quelles splendeurs les journalistes maïsants du *Monde* et du *Monde diplomatique*, notamment, n'ont-ils pas écrites sur le thème de l'« ascension » de la Chine et du « déclin » des États-Unis quand Richard Nixon s'est rendu en Chine au début de 1972 ! Le président des États-Unis serrant à Pékin la main de Mao Zedong, c'était à peu de choses près, pour eux, l'Empereur s'inclinant devant le Pape à Canossa.

capacité de marchandage, si elle en avait l'air. Et il est de fait qu'elle peut ne pas en avoir l'air, *qu'elle le peut encore*, oui, en 1970, en 1971, en 1972, pour les deux motifs que voici.

— Premier motif. Son système consulaire, administratif et policier de défense contre tout voyageur-voyeur étranger susceptible de la surprendre, ne serait-ce que furtivement, dans son horrible nudité continue à fonctionner de façon quasi parfaite. Il lui est donc toujours relativement aisé de faire croire, par exemple, qu'à l'opposé de l'Inde, elle mange tout entière tous les jours à sa faim, qu'elle a, « pour l'essentiel », résolu le problème de son décollage économique, qu'elle a quantité de bombes A, de bombes H et de fusées, que son armée est l'une des plus redoutables du monde, que c'est avec enthousiasme que, rassemblées autour de ses grands chefs, unies les unes aux autres comme les membres d'une grande famille, toutes ses classes sociales et toutes ses provinces « édifient le socialisme », bref qu'elle représente un interlocuteur tout à fait valable, un partenaire éventuel extrêmement intéressant.

— Deuxième motif. L'une des idées qui a le plus cours sur les cinq continents, l'une des idées que chacun tient, en tout pays, pour une sorte d'évidence est que, si le poids dont pèse la Chine dans le monde d'aujourd'hui n'est pas des plus élevés, celui dont elle pèsera dans le monde de demain sera nécessairement formidable.

Grande, grosse, ingénieuse et dotée de réserves en hydrocarbures et en métaux de toute espèce au point auquel elle l'est, la Chine ne peut pas ne pas accéder vite au rang de supergrand de la planète ; et il y a même de fortes chances pour qu'elle soit le premier supergrand de la planète, au XXI<sup>e</sup> siècle. Comment, dès lors, ne pas être tenté d'investir dès maintenant énormément sur elle ? Un pareil mastodonte potentiel, mieux vaut, certes, se le ménager que se le mettre à dos, mieux vaut s'en faire tout de suite un ami qu'un ennemi ! :

tel est, oui, le raisonnement, le calcul que l'on fait partout (sauf en URSS, en Inde et en Indochine, évidemment). Et la Chine le sait et, le sachant, en joue : faute de pouvoir offrir beaucoup maintenant, en échange de tout ce qu'elle demande, elle promet qu'aussitôt qu'elle sera devenue ce qu'il est sûr qu'elle deviendra, elle saura récompenser ceux qui l'auront aidée dans les temps difficiles. Elle fait comme Dieu, autrement dit : faute de pouvoir vendre l'enfer de son présent aux chalands qu'elle accroche, elle leur vend le ciel de son avenir.

Hélas ! trois fois hélas ! après s'être *un peu* améliorée, de la fin de 1971 à la fin de 1975, la situation matérielle et morale de la Chine se re-détériore *beaucoup*, de la fin de 1975 au début de 1978, du fait de l'espèce de chaos dans lequel l'ultime accès de folie de la Bande des Quatre + Un plonge les fils des Han à la veille et au lendemain de la mort de Zhou Enlai, puis du fait de l'acharnement mis par des millions de petits bureaucrates regroupés autour d'hommes comme Hua Guofeng, Wang Dongxing, Chen Xilian, etc., à saboter ou à freiner le double processus du retour en scène de l'irremplaçable Deng Xiaoping et de l'indispensable



démaoïsation <sup>17</sup>. Résultat : quand Deng Xiaoping, enfin devenu le « numéro un » de fait à Pékin, à la fin de 1978, relance le projet stratégique sino-américain, la Nouvelle Chine se trouve en bien plus grand état de faiblesse qu'à la fin de 1971, en si grand état de faiblesse qu'à supposer qu'elle continue à essayer de le cacher, elle n'y arriverait certainement pas.

3. Deng Xiaoping, cependant (et ce n'est pas le moindre de ses mérites), ne veut plus qu'elle se vante d'être plus belle qu'elle ne l'est et que, ce faisant, elle s'abuse sur son propre compte. Comprenant qu'il n'est pas de plus sûr moyen de perdre la face que de s'acharner à la sauver, de plus sûr moyen de la retrouver que de se moquer de la perdre, il veut que la Chine s'ouvre, s'avoue, se laisse voir et, par là même, aimer, si misérable qu'elle soit. Il veut qu'après être restée si longtemps hermétique, opaque, impénétrable, elle s'offre le luxe le plus rare : celui du naturel. Et, bien que, sur ce terrain comme sur beaucoup d'autres, il se heurte à une résistance opiniâtre de l'« appareil », à tous les échelons, il en obtient assez pour que la Chine, tout à coup, cesse de faire illusion. Chacun, à l'étranger, peut, en l'espace de quelques mois, découvrir que cette nation est démunie de tout, qu'elle est fort vulnérable, que c'est sans le moindre doute par nécessité, plus que par inclination, qu'elle s'est tournée et se tourne toujours vers les États-Unis. Et il va de soi que, dans les rangs de ceux qui, en Occident, l'avaient portée aux nues, plusieurs années durant, la déception est grande. Ces ex-fous de la Chine tombent de haut. Passant, en un éclair, d'un extrême à l'autre, certains d'entre eux en arrivent même à se demander si, tout compte fait, la Nouvelle Chine a réellement beaucoup plus d'avenir que la Belgique ou les Maldives ; si, « fabriquée » comme elle l'est, elle saura jamais saisir sa chance de devenir la première nation du globe ; enfin, bref, si le pari qu'il leur avait semblé tellement indispensable de prendre hier sur elle n'était pas et ne reste pas un pari aussi stupide que le pari de Pascal, comme aurait dit Prévert.

Ces inconstants ne méritent pas un excès d'attention. Il n'en est pas moins vrai que la question qu'ils soulèvent devait être soulevée et que c'est en un certain sens pour y répondre, à sa manière, que, lorsqu'il ré-active le projet stratégique sino-américain, Deng Xiaoping choisit de lui donner une ampleur que Mao Zedong lui-même n'avait pas eu l'audace de songer à lui donner. La Nouvelle Chine ne pouvant plus ni ne voulant plus « bluffer », en 1978, il faut bien qu'elle propose aux plus hauts responsables des États-Unis un programme à long terme de coopération plus vaste et plus précis que celui qu'elle leur proposait en 1972 pour être sûre de parvenir à les intéresser, il faut bien, oui, qu'elle hausse la mise pour relancer le jeu qu'ils commençaient à se fatiguer de jouer avec elle.

17. Sur la période 1971-1978 de l'histoire de la Nouvelle Chine, on lira avec profit : a) le petit livre de Cheng YING-HSIANG et de Claude CADART intitulé *Les deux morts de Mao Tse-toung. Commentaires pour Tian'an men l'empourprée*, de Hua LIN, Paris, Seuil, 1977 ; b) l'article de Claude CADART, « L'Empereur n'est plus, à bas l'Empereur ! », publié dans le numéro un de la revue *Libre*, Paris, Payot, avril 1977 ; c) l'article en deux volets de Cheng YING-HSIANG et Claude CADART intitulé « Où va la Chine ? Où va-t-elle donc ? » qui a été publié dans les numéros de janvier et de février 1978 de la revue *Esprit*, à Paris.

### III – IL N'Y AURA PLUS QUE DEUX LANGUES AU MONDE : LE CHINOIS ET L'ANGLAIS

1. Le projet stratégique sino-américain que Deng Xiaoping ré-actualise en 1978–1979 est *dans son économie d'ensemble* le même, à peu de choses près, que celui que Mao Zedong, secondé par Zhou Enlai, avait imaginé en 1971–1972.

a) Trois idées extrêmement simples le fondent.

– Une idée probablement juste, à savoir qu'il y a beaucoup plus de sujets d'entente que de sujets de mésentente entre la Chine et l'Amérique et qu'en tout état de cause la contradiction qui oppose l'une à l'autre ces deux puissances-là est une contradiction de caractère non antagoniste, une contradiction qu'il est loisible de résoudre par voie de négociation, *pour le moment en tout cas*.

– Une idée à moitié fausse, à savoir qu'entre la Chine et l'URSS, il n'y a guère à l'heure actuelle et pour longtemps sans doute que des sujets de mésentente, et que la contradiction qui oppose l'une à l'autre ces deux puissances-là est une contradiction de caractère antagoniste, une contradiction que, seules, peuvent résoudre la guerre, la violence ou, à tout le moins, une longue chaîne d'épreuves de force.

– Une idée complètement fausse, à savoir qu'il y a beaucoup plus de sujets de mésentente que de sujets d'entente entre l'URSS et l'Amérique, et que la contradiction qui oppose l'une à l'autre ces deux puissances-là est, tout comme celle qui oppose l'URSS à la Chine, une contradiction de caractère antagoniste.

b) Le dispositif géo-politique central du projet stratégique sino-américain est le suivant. La Chine et l'Amérique co-dominent ou, à tout le moins, co-dirigent l'univers des deux rives de l'océan Pacifique, qui, du même coup, prend le relais de l'univers des deux rives de l'océan Atlantique en tant que zone tractrice de l'ensemble de la planète.

On trouve à l'ouest de l'univers des deux rives du Pacifique, du côté de ce que l'Europe a baptisé l'Extrême-Orient, du côté de chez les Chinois, outre la Chine elle-même (et T'aï-wan), le Japon assurément, les deux Corées assurément, puis toute l'Asie du Sud-Est, telle que la compose l'association excessivement balkanisante du monde philippin, du monde malais (Malaisie, Indonésie, etc.), du monde indochinois (Viêt-nam, Laos, Cambodge) et du monde thaïlandais, telle aussi que la prolongent, en direction des Indes, la Birmanie et le Bangla Desh ; et l'on y trouve encore, au flanc sud de l'Équateur, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et toutes ces petites îles de la Mélanésie qui forment avec elles l'essentiel de l'Océanie. On trouve à l'est de l'univers des deux rives du Pacifique, du côté de ce que l'Europe ne peut pas ne pas tenir pour l'Extrême-Orient, du côté de chez les Américains, outre les États-Unis et leurs divers prolongements (îles Hawaii, Alaska, Porto-Rico), le Canada assurément, le Québec assurément, mais surtout l'Amérique laïne, l'Amérique latine entière, du Rio Grande à la Terre

de Feu. Et il suffit de se remettre ces données-là en tête pour bien sentir que, dans l'esprit des dirigeants de Pékin, tout le pan ouest de l'univers des deux rives du Pacifique devrait, à *long terme*, constituer la zone de prépondérance privilégiée de la Chine, la zone de prépondérance privilégiée des États-Unis se re-confondant alors avec le pan est de l'univers des deux rives du Pacifique et rien qu'avec lui.

Les choses s'étant cependant passées comme elles se sont passées depuis deux ou trois siècles et plus spécialement depuis un demi-siècle, la Chine, réaliste, demande seulement aux États-Unis, à *court terme* et à *moyen terme*, qu'ils lui reconnaissent le droit de récupérer T'aï-wan, le droit de ré-établir ou d'établir, sous une forme compatible avec les exigences « idéologiques » de notre époque, son protectorat sur la Corée du Nord, sur le Viêt-nam, sur le Laos, sur le Cambodge, et le droit de persuader la Thaïlande, la Malaisie et le Bangla Desh de la nécessité de n'entretenir avec elle que des relations du type le plus amical. Elle reconnaît aux États-Unis, en échange, le droit de continuer à faire en sorte que le « révisionnisme » d'obédience russe ne puisse faire tache d'huile en Amérique latine, à partir de La Havane ou de quelque autre « foyer de subversion pseudo-révolutionnaire ». Elle fait d'ailleurs bien mieux que de leur en reconnaître le droit ; elle leur rappelle qu'ils en ont le devoir, chaque fois qu'ils semblent tentés de l'oublier. Elle admet aussi, bonne fille, que les États-Unis entretiennent des relations très spéciales avec le Canada et avec le Québec et des relations assez spéciales avec l'Océanie, ainsi que le veut la tradition. Et elle ne fait point mystère de ce qu'elle souhaite ardemment qu'ils ne larguent, à l'heure actuelle, ni le compartiment philippin ni le compartiment malais de l'Asie du Sud-Est<sup>18</sup>.

En dehors de la Chine et des États-Unis, il y a, bien entendu, deux grands pays qui font partie de l'univers du Pacifique : le Japon, l'URSS. Et si, aux yeux de la Chine, l'URSS n'est en cet univers qu'une intruse, le Japon, lui, y est chez lui, indiscutablement. Pas question, donc, de décréter qu'on l'en expulsera. Il faut le tolérer, le subir, et s'arranger pour qu'il ne mésuse point d'une indépendance que son dynamisme économique et culturel lui a permis de retrouver dès le début des années 1970. La Chine, comme l'Amérique, a de solides raisons de craindre qu'il ne redevienne excessivement dangereux, excessivement nuisible. Comment le forcer à rester sage ? Comment le dissuader, par exemple, de s'associer à l'URSS en vue de faire pièce au couple Chine-Amérique ou, ce qui ne vaudrait guère mieux, de pratiquer à l'endroit de l'URSS, de la Chine et de l'Amérique une vraie

18. Les faits sur lesquels nous nous fondons pour caractériser comme nous le faisons ici la politique à court terme et à moyen terme de la Chine à l'égard des États-Unis et des autres pays d'Amérique du Nord, des différents pays d'Amérique latine, de ceux de l'Océanie et de l'Asie du Sud-Est et de la Corée du Nord sont ceux dont sont truffés presque quotidiennement, depuis environ deux ans, les meilleurs journaux de l'Occident, du Japon et de Hong Kong ainsi que les journaux et périodiques en chinois, en français et en anglais confectionnés à Pékin et dont il va de soi que nous n'avons pas à rappeler le détail dans le présent essai, même en note. Que le lecteur sceptique se reporte donc à son quotidien habituel, aux bulletins quotidiens de l'agence « Chine nouvelle » ou même à l'hebdomadaire de propagande chinoise *Beijing-Information*, avant de décréter que nous la lui bâillons belle.

« politique d'équidistance »<sup>19</sup> ? Telle est bien la question. Or il n'est d'autre façon d'y répondre convenablement que d'y répondre comme voici, pense-t-on à Pékin :

Sous la pression combinée de l'Amérique et de la Chine qui, toutes deux, ont encore dans leur sac plus d'une carotte pour l'attendrir et plus d'un bâton pour le meurtrir, le Japon s'intégrera au front uni de tous les pays des deux rives du Pacifique qu'organiseront et dirigeront Pékin et Washington sur une base antirusse. Il aura sa part, et même une fort belle part, dans l'alliance ainsi constituée. On se gardera bien, par exemple, de l'empêcher de continuer à élargir ses positions commerciales sur les marchés des deux rives du Pacifique et notamment sur ceux de l'Asie du Sud-Est. On le soutiendra dans le combat qu'il mène pour récupérer les Kouriles du Sud, en attendant de le soutenir dans celui qu'il mènera pour essayer de remettre la main sur les Kouriles du Nord, voire sur Sakhaline. On évitera de se montrer par trop intransigeant à son égard dans les discussions que l'on aura avec lui sur le destin de certains îlots plus ou moins pétrolifères du Nord de la mer de Chine<sup>20</sup>. On ne lui contestera point le droit de garder à T'ai-wan un certain nombre de privilèges. On l'encouragera à exercer de concert avec les États-Unis une influence déterminante sur l'évolution de la Corée du Sud. On l'autorisera à se doter à nouveau d'une armée digne de ce nom, voire d'une modeste panoplie de joujoux nucléaires. Etc., etc. Mais il faudra que, pour prix de tous ces avantages, il se montre docile. On fera de lui le petit cheval d'une

19. On sait que le terme d'« équidistance » a été popularisé dès le début des années 1970 par les hommes politiques japonais légitimement désireux de placer et de maintenir le Japon en ce lieu très précis de l'espace international où les forces d'attraction respectives des États-Unis, de la Chine et de l'URSS s'annulent les unes les autres, que c'est un terme qui n'a pas tardé à faire fortune à Tokyo et que le succès qu'il a connu a été tel que même les hommes politiques japonais qui étaient le plus hostiles à ce qu'il recouvrait et qui ont d'ailleurs fini par réussir à engager le Japon dans la voie de l'amitié préférentielle avec le couple sino-américain se sont trouvés condamnés à le reprendre à leur compte, publiquement en tout cas.

20. Les îlots plus ou moins pétrolifères en question sont ceux que les Chinois appellent Diaoyu tai (ou Diaoyu dao) et les Japonais, Sengaku. Situés au flanc nord-est de T'ai-wan mais nettement à l'écart de la guirlande des îles Ryu-Kyu, ils occupent en mer de Chine une position un peu à part. On ne s'étonnera donc point qu'ils puissent être aussi âprement revendiqués par Tokyo que par Pékin (et par Taïpeh, certes). En 1970-1971, les Chinois (ceux du continent, ceux de T'ai-wan, ceux de Hong Kong et nombre de ceux qui hantent les différents pays du Sud-Est de l'Asie, les Hawaii, le Canada et les États-Unis) ont fait grand tapage au sujet de ces îlots, dans un esprit unanimement antinippon. La Chine ayant cependant décidé qu'après avoir repris langue avec Washington, elle avait plus intérêt à nouer de bonnes relations avec Tokyo aussi qu'à continuer à l'accuser de s'être ré-engagé dans la voie du « militarisme » et de l'« expansionnisme » les plus agressifs, ce n'est plus que de temps à autre et sur un mode de plus en plus détaché que les Chinois ont réaffirmé que les Diaoyu tai leur appartenaient depuis 1972. Et l'on peut se demander jusqu'à quel point Zhongnan Hai (la nouvelle Cité interdite) n'a finalement pas jugé indispensable de sacrifier les Diaoyu tai sur les autels de la signature de ce traité sino-nippon de paix et d'amitié de novembre 1978, grâce auquel il n'est pas niable qu'elle a réussi à persuader Tokyo d'entretenir avec elle des rapports infiniment plus étroits, plus lucratifs et plus cordiaux qu'avec le Kremlin.

« troïka » menée par deux énormes destriers. On le placera, de la sorte, sans en avoir l'air, en régime de co-surveillance <sup>21</sup>.

Vue d'Europe, la Russie fait parfois figure de pays d'Asie, surtout depuis qu'après avoir revêtu la casaque de l'URSS et s'être abandonnée au génie de Staline, elle a trouvé moyen de porter au maximum de son inutile cruauté le despotisme oriental. Vue d'Asie, au contraire, elle fait le plus souvent figure de pays d'Europe, surtout depuis qu'après avoir bouté hors de chez elle les troupes de Hitler, elle a trouvé moyen d'annexer à son empire la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, et la moitié de l'Allemagne. Aux yeux de la Chine, sans aucun doute, il est scandaleux que la Russie ait mis la main sur tant de terres situées à l'Est de l'Oural, scandaleux qu'elle ait absorbé la plus grande part de la Mongolie, scandaleux qu'elle contrôle, outre la région de la mer d'Okhotsk, celle de la Province Maritime. Pour les Chinois, sans aucun doute, les Russes sont de trop en Extrême-Orient, et le jour où l'on pourra les en chasser définitivement sera un jour béni <sup>22</sup>. En attendant, cependant, que l'on puisse entreprendre de « refouler » les Russes, et, par là même, de leur reprendre Mongolie et Sibérie, il faut bien qu'on les « contienne », comme disait Foster Dulles. Et comment les « contenir » sinon en s'appuyant sur les États-Unis ? Il faut veiller, bien sûr, à ce que la brèche que la Russie a ouverte dans la forteresse de l'univers des deux rives du Pacifique, de l'Énisséï au Kamtchatka, du Baïkal à Khabarovsk et du Gobi à Vladivostok, ne puisse s'élargir. La Chine, pour sa part, ne cesse d'y veiller, du côté du Xinjiang, de la Mongolie, de l'Amour et de la Corée du Nord. Que l'Amérique continue donc à y veiller aussi, du côté de la mer de Béring. Et que, stimulé par elle en même temps que par la Chine, le

21. Le destin de troisième cheval de la troïka antisoviétique de la région du nord du Pacifique est assurément celui qu'ont choisi pour leur pays les représentants de la tendance la plus conservatrice du parti libéral-démocrate japonais, ceux-là mêmes qui ont signé avec la Chine le traité de paix et d'amitié de novembre 1978. Mais il est nombre de Japonais qui ne l'acceptent pas et qui réclament que leur gouvernement se décide enfin à suivre dans l'arène internationale la ligne de la vraie « équidistance ». Le sinologue et spécialiste des relations internationales, Mineo Nakajima, a exprimé, de façon percutante, ce que pensaient ces Japonais-là, dans un article qui figure au sommaire du numéro de janvier 1979 de la revue mensuelle *Chuo Koron* et dont le numéro de l'été 1979 des *Cahiers du Japon* contient une version abrégée en français. Initialement peu sensibles aux arguments des adversaires de la signature du traité de paix et d'amitié avec la Chine de novembre 1978, les hommes d'affaires nippons seront de plus en plus nombreux à regretter d'avoir joué la carte de la coopération à outrance avec la Chine, au fur et à mesure que les mois passeront, en 1979. Et ce ne sera nullement avec leur plein accord qu'à l'occasion du voyage qu'il effectuera à Pékin au début de décembre 1979, Monsieur Ohira, le premier ministre de Tokyo, consentira une aide à long terme à la Chine d'un montant de deux cent millions de dollars pour les deux ans à venir et d'un montant cumulatif final d'un milliard et demi de dollars pour les dix ans à venir, en vue de l'autoriser à réaliser un ensemble de six grands projets d'équipement lourd. Voir, à ce sujet, un fort bon article de Philippe PONS dans *Le Monde* du 11 décembre 1979, page 5.

22. Ce sentiment est celui des Chinois de toutes les opinions. Une illustration presque caricaturale de sa force nous est fournie par de nombreux passages de l'excellent roman politique de HSIA CHIH-YEN (XIA ZHIYAN), *Un Hiver froid à Pékin*, dont une traduction en français a été publiée à Paris en 1978 par les soins des Éditions Williams-Alta.

Japon y veille à son tour avec autant d'ardeur, déployé comme il l'est à la façon d'un long barrage, de la mer de Béring à la Corée du Sud.

Ce n'est pas seulement parce qu'elle s'est indûment approprié le septentrion de l'Extrême-Orient que la Russie constitue une grave menace pour l'ensemble des nations des deux rives du Pacifique ; c'est également et c'est surtout parce qu'elle s'applique constamment à créer et à entretenir, sur les deux rives du Pacifique, de multiples foyers de subversion, à commencer par celui que représente, aux portes sud de la Chine, le Viêt-nam tout entier, et par celui que représente, aux portes sud des États-Unis, la Cuba des castristes. Le Viêt-nam est évidemment la Cuba de l'Asie du Sud-Est. Mais Cuba n'est-elle pas le Viêt-nam de l'Amérique latine ? Que la Chine et les États-Unis travaillent de concert de la façon la plus active à neutraliser ces deux sous-marins-là du « social-fascisme » russe paraît bien, dès lors, aller de soi.

Pour agir comme il se doit contre l'URSS et contre ses alliés à l'intérieur de l'univers des deux rives du Pacifique, la Chine et l'Amérique ne se contenteront pas de combiner au mieux leurs actions diplomatiques, en temps normal comme en cas de crise. Elles inviteront aussi leurs services de renseignement et leurs forces armées à se prêter assistance chaque fois que nécessaire. Très pauvre en matériels, la Chine est, après tout, extrêmement riche en hommes. Avare de ses *boys*, l'Amérique, semble-t-il, ne l'est pas de ses produits. L'Amérique et la Chine, autrement dit, se complètent. Elles font la paire. Et il suffirait qu'après l'avoir pleinement compris, l'Amérique se décide à couvrir *effectivement* de son formidable bouclier nucléaire et balistique la *totalité* de l'Extrême-Orient pour que l'univers des deux rives du Pacifique se change aussitôt pour de longues années en une vaste zone de paix.

c) Alors que la Chine considère, en effet, que c'est essentiellement une attitude défensive que l'on se doit d'adopter dans la région du Pacifique à l'endroit des Soviétiques, elle juge qu'il sera, qu'il est déjà indispensable et, au demeurant, inévitable que l'on adopte à leur endroit une attitude plus mordante, plus agressive, dans les quatre régions à ses yeux destinées à constituer les quatre chaînons du dispositif géo-politique auxiliaire du projet stratégique sino-américain : celle des Indes, celle du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord-Est, celle de l'Afrique noire et, *last but not least*, celle de l'Europe.

Ces quatre régions-là ne sont-elles pas, en effet, celles qui, à elles quatre, représentent le ventre mou du monde des adversaires de l'URSS, celles sur lesquelles l'URSS ne cesse pratiquement jamais de peser de tout son poids, celles dans lesquelles il est, par suite, constamment nécessaire de la contre-attaquer ?

Pour éviter que l'Inde ne succombe ou ne re-succombe à la tentation de basculer dans le camp de l'URSS, l'Amérique et la Chine ne se borneront pas à la serrer de près, militairement parlant, diplomatiquement parlant, technologiquement parlant, commercialement parlant ; elles soutiendront contre elle la petite

Ceylan, le Pakistan et le Bangla Desh, systématiquement ; et elles veilleront, bien sûr, à jeter sur le feu de ses épouvantables querelles intestines toute l'huile qu'il faudra pour qu'elle demeure profondément divisée contre elle-même. Au Proche-Orient, naturellement, la Chine et l'Amérique épauleront sans façon les pays-môles-de-résistance à l'agresseur soviétique : l'Iran du Shah, l'Égypte de Sadate, etc.<sup>23</sup> Et jamais elles n'hésiteront à appuyer en Afrique noire, de concert avec la France, une action de nature à barrer la route aux Russes, à ridiculiser leurs mercenaires venus de Cuba, à leur faire mordre la poussière. Mais ce sera surtout aux affaires de l'Europe qu'elles porteront, l'une comme l'autre, la plus grande attention.

Depuis que la Chine s'est soustraite à la tutelle de l'URSS et que le Japon a pu reprendre presque toutes ses distances à l'égard de l'Amérique, l'Extrême-Orient est sans doute redevenu lui-même. Mais l'Europe, elle, où en est-elle, trente-quatre ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Elle continue à voler bas, c'est le moins qu'on puisse dire, coupée en deux comme elle le demeure. Les nations qui en composent la moitié-Ouest ont sans doute réussi, pour la plupart, à redevenir des nations riches ou relativement riches ainsi qu'à se dégager de l'emprise américaine ou, à tout le moins, à se doter des moyens de s'en dégager, on le reconnaît et on s'en félicite, à Pékin. On y remarque aussi, cependant, et pour le déplorer, qu'obnubilées par les fantômes de toutes les guerres qui les ont, durant des siècles, opposées les unes aux autres, ou travaillées par des « partis soi-disant communistes » inféodés aux « nouveaux tsars », elles songent moins à s'unir en vue de faire face à celui de leurs deux grands adversaires communs qu'elles ne devraient jamais cesser de tenir pour le plus menaçant des deux qu'à se quereller entre elles, encore et toujours. Qui, dès lors, s'étonnerait de ce qu'à l'exception de l'Albanie et de la Yougoslavie, aucune de leurs sœurs de l'Est n'ait réussi, depuis trente-quatre ans, à s'arracher aux griffes de l'Ours russe<sup>24</sup> ?

Un beau matin, cependant, pensent les dirigeants chinois d'aujourd'hui, l'Ours russe pourrait fort bien être plus que tenté de mettre la main, en un éclair, sur la République fédérale d'Allemagne, sur la France, sur l'Italie, sur l'Espagne, etc.,

23. Entre l'Iran du Shah et la Chine populaire, les relations n'ont cessé de s'améliorer sur une base aussi résolument yankophile que russophobe, d'août 1971 (date de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays) à janvier 1979 (date de l'effondrement définitif de l'Iran du Shah dans les poubelles de l'histoire). Et c'est sans doute à l'occasion du voyage accompli par le président Hua Guofeng à Téhéran du 29 août au 1<sup>er</sup> septembre 1978 que cette idylle a atteint au maximum de l'émouvant. Désireuse de rattraper cet impair, Pékin obligera le président Hua Guofeng à se repentir publiquement, au printemps 1979, d'en avoir tant fait pour le Shah. Elle n'emportera, toutefois, ce faisant, la conviction de personne.

24. De même que la Chine ne peut pas ne pas être, aux yeux d'un Européen, un Empire romain qui a réussi, l'Europe ne peut pas ne pas être, aux yeux d'un Chinois, un Empire du Milieu qui n'a pas marché. Moins soucieuse que l'Europe du respect des pluriels et des diversités, la Chine éprouve quelque peine à comprendre comment l'Europe peut continuer à s'offrir le luxe de rester aussi divisée contre elle-même qu'elle le reste, trente ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

bref d'essayer d'établir sa domination sur *l'ensemble* de l'Europe. Avant que d'oser s'en prendre à l'Extrême-Orient et pour pouvoir s'en prendre à lui, avant que d'oser s'en prendre à l'Extrême-Occident et pour pouvoir s'en prendre à lui, l'Union soviétique dévorera l'Europe de l'Ouest ou tentera de la dévorer. Et c'est pourquoi l'on peut bien dire, conclut-on à Pékin, que l'Europe est en ce moment « le foyer principal » de la contradiction qui oppose l'URSS et ses alliés au reste de la planète, le lieu du globe où il y a le plus de chances pour qu'éclatent les petites et les grandes guerres du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle.

La Chine et l'Amérique, dans ces conditions, ne se doivent-elles pas de pousser, l'une comme l'autre, l'Europe de l'Ouest à s'unir et l'Europe de l'Est à se révolter ? Et ne se doivent-elles pas, par voie de conséquence, de miser l'une comme l'autre, en Europe de l'Ouest, sur la bonne Angleterre et sur la bonne Allemagne bien plus que sur une nation à la fois aussi douteuse et aussi présomptueuse que la France ? Tant que la France essaiera de jouer de l'URSS contre l'Allemagne au lieu d'aider l'Allemagne à se battre contre l'URSS pour refaire son unité et, par là-même, d'amorcer le processus de la libération de l'ensemble de l'Europe, la Chine ne pourra pas la tenir pour une amie et n'hésitera donc pas à aider l'Amérique à lui rabattre le caquet.

2. Au projet stratégique sino-américain tel que Mao l'avait conçu et qui n'avait, somme toute, qu'une dimension diplomatico-militaire, Deng Xiaoping ajoute deux dimensions nouvelles, une dimension économique, une dimension culturelle et, ce faisant, en modifie notablement l'esprit.

#### a) *Une dimension économique*

On sait que, depuis que la Bande des Quatre + Un a quitté la scène historique <sup>25</sup>, la Nouvelle Chine s'est remise à l'heure des « quatre modernisations » (modernisation de l'agriculture, modernisation de l'industrie, modernisation de la défense, modernisation du secteur des sciences et des techniques) <sup>26</sup> et que, compte tenu de la nécessité dans laquelle elle se trouve de faire face aux pires effets de sa propre explosion démographique, c'est-à-dire de fournir dans les plus brefs délais nourriture et emploi à des centaines de millions de moins-de-vingt-cinq-ans, les investissements qu'il faudra qu'elle réalise de 1979 à 1985, pour avoir quelque chance de faire enfin décoller l'aéroplane géant de son économie,

25. « La Bande des Quatre + Un » est bien évidemment celle que composaient Jiang Jing (Madame Mao), ses trois acolytes (Zhang Chunqiao, Wang Hongwen, Yao Wenyuan) et, *last but not least*, Mao lui-même. « Les Quatre étaient cinq », autrement dit, ainsi que personne n'en doute en Chine.

26. Les « quatre modernisations » sont, dans l'ordre, celles de l'agriculture, de l'industrie, de la défense et des sciences et techniques. Ce sont celles que la Chine se doit de mener à bien d'ici l'an 2000 pour redevenir un vrai grand pays. Elles ont été mises à l'ordre du jour pour la première fois par Zhou Enlai à la fin de 1964, oubliées de 1965 à 1975, remises à l'ordre du jour par Zhou Enlai au début de 1975, ré-oubliées de la fin de 1975 à la fin de 1976 et re-remises à l'ordre du jour par Deng Xiaoping en 1977. Au sujet de leur signification, voir l'ouvrage de Cheng YING-HSIANG et de Claude CADART, *Les deux morts de Mao Tse-toung*..., déjà cité à la note 17.



ont été évalués par les moins compétents des experts américains à trois cent cinquante milliards de dollars <sup>27</sup>. Qu'elle soit hors d'état de réunir toute seule en l'espace de sept ans une pareille somme, que, sans une aide étrangère aussi considérable que diversifiée et soutenue dans le temps, elle n'ait en tout état de cause, guère de chances de réussir à devenir avant la fin du XX<sup>e</sup> siècle une grande nation à la hauteur des autres grandes nations est l'évidence même. Pas plus dans le domaine de la lutte à mener contre le « social-fascisme » d'origine soviétique, elle ne se croit maintenant capable de ne compter que sur elle pour remporter la victoire... ou à tout le moins pour ne pas essuyer trop de défaites.

Les moins compétents des experts américains déjà cités ci-dessus estiment à 12 ou 15% du total exigé, soit à quarante ou cinquante milliards de dollars, le montant du minimum de ce que la non-Chine devra fournir à la Chine pour lui permettre d'investir tout ce qu'elle rêve d'investir dans son entreprise de modernisation civile et militaire, au cours des sept prochaines années <sup>28</sup>. Et nombreux déjà sont, en effet, les pays capitalistes que les dirigeants de Pékin n'ont pas craint de mettre à contribution, en même temps qu'en compétition, depuis 1977. Ceux des pays capitalistes qui intéressent vraiment, cependant, la Chine d'aujourd'hui, ceux d'entre eux auxquels elle entend réserver les plus belles parts du gâteau que représente, pour eux tous, son espace économique ne sont qu'un nombre de deux : ils s'appellent le Japon et les États-Unis. Et pourquoi cela ? Pour deux motifs. Parce que ces deux pays sont, à ses yeux, les seuls qui aient assez de surface, de ressources, de dynamisme et de savoir-faire pour lui apporter vite toute l'aide qu'il faut bien qu'on lui apporte vite, vu l'état dans lequel elle se trouve. Et parce que ces deux pays sont, bien sûr, les pays clefs du dispositif central de son projet stratégique actuel.

27. C'est par pure méchanceté que nous parlons des « moins compétents » des experts américains qui ont cherché à évaluer le coût des plans de développement pour les années 1979-1985 annoncés par Pékin dans le courant de 1978. Ils sont tous très compétents, en effet, ils le sont par définition, on ne peut pas leur retirer ça. Mais ils ne sont pas d'accord entre eux, pour le double motif que les données chiffrées et non chiffrées d'origine chinoise sur lesquelles il faut bien qu'ils travaillent manquent de fermeté et que, quand, par bonheur, elles n'en manquent pas, elles sont souvent bien peu crédibles. Compte tenu de ces incertitudes, compte tenu aussi de ce qu'il n'est pas toujours aisé de distinguer les dépenses d'entretien et de renouvellement des dépenses d'investissement vrai, les estimations du coût des « quatre modernisations » chinoises pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1979 au 31 décembre 1985 variaient déjà selon les écoles, aux États-Unis, de l'ordre des 100 milliards à celui des 350 milliards de dollars, au début de 1979. Et c'était, à ce moment-là, les estimations les plus fortes, celles qui avaient les faveurs du *National Council on US-China Trade*, qui nous semblaient, à nous, les plus raisonnables. La Chine a notablement révisé en baisse, depuis lors, ses objectifs de développement pour les sept années à venir. Les chiffres, décidément, gardent en ce pays un caractère étrangement poétique. Bornons-nous donc maintenant, par prudence, à dire que les « quatre modernisations » de la Chine coûteront environ deux cent milliards de dollars au cours des années 1979-1985... mais que c'est tout de même là quelque chose d'énorme.

28. Ce qui reste vrai de ces indications, à la fin de 1979, est que, quel que soit le montant total des investissements destinés à assurer la modernisation de la Chine de 1979 à 1985, les pays étrangers seront invités à en financer une part de l'ordre des 12 à 15%.

### b) Une dimension culturelle

Pour arriver à persuader son partenaire nippon et son partenaire yankee d'investir chez elle des milliards de yens et de dollars, la Chine, assurément, n'est pas à court d'arguments du caractère le plus terre-à-terre. Ne suffit-il donc pas qu'elle ouvre aux Japonais et aux Américains le marché de ses besoins innombrables pour qu'ils puissent recommencer à faire tourner à fond la plupart de leurs entreprises et, par là-même à assainir leurs marchés de l'emploi ? N'a-t-elle pas à leur vendre des millions et des millions de tonnes de pétrole de nature à leur permettre d'étaler sur des années le processus de remise en ordre de leur secteur « énergie » ? Et, du fait que sa main-d'œuvre est sans le moindre doute l'une des moins chères du monde, n'est-elle pas en mesure de leur offrir, sous la forme de contrats de partage de la production des usines qu'ils lui vendront à crédit, des garanties de remboursement extrêmement alléchantes ?

La Chine, malgré tout, n'ignore pas qu'en demandant à son partenaire yankee et à son partenaire nippon d'investir chez elle des milliards de dollars et des milliards de yens dont il est bien certain qu'ils ne reverront pas la couleur avant longtemps, elle ne les aide guère à combattre l'inflation qui les abîme et leur fait prendre de gros risques<sup>29</sup>. Il convient donc qu'elle leur offre quelques compensations sur d'autres terrains que sur celui de la finance, du commerce et de la production, sur le terrain de la culture notamment. Et ce n'est pas exclusivement mais c'est très largement dans cet esprit qu'elle prend, en 1978, la décision de donner à l'enseignement de la langue nippone et plus encore à celui de la langue anglaise le caractère d'un enseignement de masse, dans toutes les grandes et petites villes de chacune de ses provinces. Jamais la langue véhicule de la technologie et de la pensée des Japonais ni surtout la langue véhicule de la technologie et de la pensée des Américains ne s'étaient trouvées diffusées jusqu'alors de façon aussi générale et aussi impérative, au pays des Han. Comment les Japonais n'en seraient-ils pas très fiers ? Et comment les Américains, dont il est de fait que l'impérialisme n'a nulle part au monde rien perdu de sa virulence sous sa forme culturelle, n'en seraient-ils pas fort satisfaits<sup>30</sup> ?

29. Nous croyons toujours vraies ces lignes, sept mois après les avoir écrites. Mais nous éprouvons le besoin de les nuancer. Il nous apparaît, en effet, que, tout en expliquant que l'impérialisme yankee est « en déclin » et que c'est pour cela qu'il y a lieu de le considérer comme un adversaire infiniment moins dangereux que l'« hégémonisme » russe, la Chine a un peu tendance à donner dans le mythe du caractère inépuisable de l'opulence et du dynamisme de l'Oncle Sam et ne mesure donc pas toujours très bien que ledit Oncle Sam éprouve à l'heure actuelle beaucoup plus de difficultés qu'il n'en aurait éprouvé, il y a seulement sept ans, à lui consentir des prêts à long terme d'un montant total de plusieurs milliards (!) de dollars à des taux avantageux. Et il nous apparaît également que la Chine a parfois quelque mal à comprendre à quel point l'état pour elle presque naturel d'instabilité politique dans lequel elle vit inspire méfiance au *businessman* yankee, à quel point la simple crainte d'un renversement de la tendance qui paraît prévaloir à Pékin depuis 1977 décourage l'entrepreneur ou le banquier yankee d'investir chez elle.

30. On ne saurait reprocher aux jeunes Chinois que l'on rencontre en Chine dans la rue de ne vous parler que l'anglais, quand ils essaient de vous parler dans votre langue de « long-nez », puis que l'anglais est la seule langue « long-nez » qu'on les encourage à apprendre. Mais que diraient les bureaucrates chinois qui se rendent en France, en

3. Autant Mao Zedong était un homme prudent et, par suite, peu pressé, un homme qui ne se révélait qu'au moment de l'attaque surprise, autant Deng Xiaoping est un fonceur qui ne doute de rien et que tente toujours le joli coup de poker (ou ce qu'il croit en être un) <sup>31</sup>.

Quand il avait lancé sa version à lui, la version minimale du projet stratégique sino-américain, Mao Zedong avait choisi de prendre tout son temps, de laisser venir, d'attendre patiemment que le poisson (Richard Nixon en l'occurrence) ait mordu à l'hameçon. Quand il lance, au contraire, sa version à lui, la version maximale du projet stratégique sino-américain, Deng Xiaoping va comme le vent. Il bouscule à la fois ses propres compagnons et le président Carter, à un rythme époustoufflant, à partir du moment où se trouve enfin acquise la normalisation définitive des relations sino-américaines. Et sans doute est-ce pour ce motif qu'il lui suffit de quelques semaines pour se rendre populaire aux États-Unis à la veille et à l'occasion du voyage qu'il y effectue (28 janvier-5 février 1979). S'il se montre aussi impatient de ré-activer le projet sino-américain, cependant, c'est également et peut-être surtout parce que l'évolution intérieure de son pays l'y condamne. Deng Xiaoping semble bien être l'homme auquel une Chine qui n'en peut plus de continuer à vivre comme elle vit met l'épée dans les reins.

Rentré des États-Unis après un passage-éclair au Japon, Deng Xiaoping prend ou, ce qui revient au même, tolère qu'on lui fasse prendre la décision de déclencher l'opération « Punition du Viêt-nam » <sup>32</sup>. Et s'il est vrai que les raisons pour lesquelles il la prend sont aussi complexes que variées, il l'est également que l'une d'elles est qu'il espère que la situation créée par l'intervention chinoise au Viêt-nam forcera les États-Unis à renoncer à poursuivre leur dialogue impossible avec l'URSS, forcera les États-Unis à consentir enfin à jouer à fond le jeu du projet stratégique sino-américain.

Erreur énorme ! Le résultat qu'il obtient, en effet, est le résultat inverse de celui qu'il recherchait. L'intervention chinoise au Viêt-nam ne scandalise pas

---

Allemagne, en Italie, etc., ou qui ont affaire en Chine, même à des Occidentaux dont l'anglais n'est pas la langue maternelle et qui ne savent pas non plus le chinois, si leurs interlocuteurs ne consentaient à leur parler qu'en russe ? L'impérialisme linguistique et culturel des Anglo-Américains est comme celui des Nippons très largement fondé, cela va de soi, sur des calculs aussi peu désintéressés que possible. De même que le Missionnaire était au XIX<sup>e</sup> siècle l'éclaireur de la Canonnière, la Langue est au XX<sup>e</sup> siècle le fourrier de la Marchandise, dans les pays du « Troisième Monde », pour les pays du « Premier Monde » comme pour ceux du « Deuxième Monde ».

31. On sait que quelques leaders du PC chinois sont de grands amateurs de jeux, dans lesquels le calcul tient autant de place que le hasard, et que tel est justement le cas de Deng Xiaoping.

32. Deng Xiaoping est du 28 janvier au 5 février 1979 aux États-Unis et du 6 au 8 février 1979 au Japon (où il annonce que les agissements du Viêt-nam au Cambodge ne sauraient rester « impunis »). L'intervention des troupes chinoises au Viêt-nam commence le 17 février 1979. Il est à la fin de 1979 encore plus évident que, sur le coup, elle a été pleinement approuvée par Deng Xiaoping.

les Américains au même degré que les Japonais, certes. Elle les choque quand même beaucoup et fait pis que de les choquer : elle les inquiète <sup>33</sup>.

En Chine même, en outre, elle a pour effet quasi immédiat d'autoriser l'immense cohorte des bureaucrates indécorables plus ou moins ouvertement menés par les Hua Guofeng, les Wang Dongxing, les Chen Xilian et quelques autres à réclamer, au nom du salut de la patrie, que l'on en finisse sans attendre avec l'expérience des « murs de la démocratie ». Et c'est effectivement sous la pression de ces gens-là que Deng Xiaoping et ses amis doivent se résoudre à couvrir durant de longues semaines, à partir du début de mars 1979, une politique de matraquage de tous les non-conformistes et de tous les dissidents auxquels bride sur le cou avait été laissée depuis le début de novembre 1978 <sup>34</sup>. Mais cette « nouvelle » politique intérieure-là, plus encore que l'intervention de l'Armée populaire de libération au Viêt-nam, re-dégoûte les Yankees de la Chine, et achève par-là même de ruiner les chances de mise en œuvre du projet stratégique sino-américain <sup>35</sup>. On ne jurait encore que par la Chine, d'un bout à l'autre des États-Unis, à la mi-février 1979 ; c'était le grand engouement. Deux mois plus tard, on s'en moquait ; c'était le grand désenchantement.

33. Avant que la Chine n'entreprenne de « punir » le Viêt-nam, les Américains qu'elle priait de bien vouloir le faire à sa place et qui n'avaient aucune envie de se ré-enfoncer dans le guépier indochinois à seule fin de lui être agréable lui répondaient en ricanant qu'il était assurément regrettable qu'elle soit trop faible pour donner elle-même aux maîtres de Hanoï la leçon qui s'imposait. (Voir, à ce sujet, en page 7 de la partie II du *Los Angeles Times* du 12 janvier 1979, le commentaire très typique de Joseph KRAFT intitulé « Two Weak To Help Cambodia Against Vietnam. China : A Big Dreamer, Still A Small Power ». À peine la Chine commence-t-elle à « punir » le Viêt-nam que les Américains lui manifestent qu'ils la désapprouvent. Ce n'est plus le dédain qui les anime alors à son égard mais la crainte : la crainte que son intervention militaire intempestive n'ait pour effet final de les obliger à se mêler de la Troisième Guerre d'Indochine. Quand, refroidie par l'énergie de la résistance que les troupes de Hanoï ont opposée aux siennes, elle met fin, le 16 mars 1979, à son opération « Punition du Viêt-nam », les Américains ne peuvent pas ne pas se dire qu'elle n'est pas, apparemment, beaucoup plus apte qu'eux à « dompter ce satané petit pays » et en éprouvent, bien sûr, une joie mauvaise. Mais ils ne sont nullement rassurés par le retrait de ses troupes. Ils savent fort bien qu'elle ne rêve que de pouvoir recommencer en la réussissant l'opération qu'elle vient de rater. Et cette perspective n'est pas de nature à faire remonter son prestige à leurs yeux.

34. La décision de serrer la vis à la jeunesse contestataire et, par extension, à la population des villes est prise en haut lieu, à Pékin, au début de mars 1979, annoncée aux larges masses vers le milieu de mars 1979 et mise en application jusqu'au début de juin 1979. Elle est, semble-t-il, imposée à Deng Xiaoping et à ses compagnons par les Wang Dongxing et les Hua Guofeng au nom des exigences de la défense de la patrie, en un moment où il est devenu parfaitement clair que la jeunesse répugne à s'en aller mourir en masse au Viêt-nam, bien que les sentiments que lui inspire la conduite de ce « satané petit pays » soient fortement marqués, eux aussi, au coin du chauvinisme « grand-han ».

35. Le fait que les immobilistes à la Wang Dongxing et à la Hua Guofeng reprennent le dessus à Pékin sur les modernisants à la Deng Xiaoping produit aux États-Unis un effet d'autant plus déplorable que l'un des arguments auxquels Carter et ses conseillers avaient recours de façon généreuse pour se justifier d'avoir sacrifié T'ai-wan sur les autels de la normalisation définitive des relations Washington-Pékin, le 16 décembre 1978, était que les Américains se devaient d'encourager de toutes leurs forces le mouvement de démocratisation de la vie politique dont la Chine était devenue le siège depuis le début de

#### IV – POST-SCRIPTUM : JAMAIS UN FORT NE TRAITE UN FAIBLE EN PARTENAIRE À PART ENTIÈRE

Nous voilà fin décembre 1979. La Chine et l'Amérique viennent tout juste de fêter le premier anniversaire de l'ultime étape du processus de leurs retrouvailles, le premier anniversaire de la « normalisation » définitive de leurs rapports d'État à État, sinon de peuple à peuple. Par conséquent, sept mois, en gros, se sont écoulés depuis que nous avons rédigé l'essai que l'on vient de lire. Et s'il est vrai que nombre de faits nouveaux et remarquables sont venus enrichir les annales de notre planète, au cours de ces sept mois, il l'est aussi, nous semble-t-il, que, dans la sphère des relations du « Pays du Milieu » avec les Quatre Mers <sup>36</sup>, aucun d'eux n'a renversé ni même modifié la tendance.

\* \* \*

Rendue aux joies de l'exercice de la bonne conscience nationale par le tour à la fois joyeusement imbécile et paléo-totalitaire que l'ayatollah Khomeiny et les autres champions de ce que l'Islam véhicule de plus obscurantiste ont imprimé à la très légitime révolution iranienne et aux mouvements de rébellion tout aussi légitimes de l'ensemble du monde musulman contre l'« ordre » capitaliste, l'Amérique du jeune et « vertueux » Jimmy Carter a sans nul doute adopté à l'endroit de l'URSS du vieux et « horrible » Brejnev, durant la seconde moitié de 1979, une attitude de plus en plus agressive, une attitude parfois même encore plus agressive que celle qu'avait adoptée, dans ses pires moments, l'Amérique des L. B. Johnson et des Richard Nixon. Non contente d'avoir brutalement signifié aux Soviétiques qu'elle ne tolérerait pas qu'ils profitent de ce que le Proche-Orient, ses marabouts et ses pétroles soient secoués par les fureurs d'un nouvel accès d'antiimpérialisme pour y marquer des points contre elle et qu'elle n'admettait pas qu'ils interviennent comme ils le faisaient dans les affaires intérieures de l'Afghanistan, qu'ils essaient d'absorber par les moyens les plus brutaux ce petit État tampon des confins de leur empire, de la Chine, de la Perse et du Pakistan dont il avait toujours été tacitement convenu que chacun respecterait la volonté de neutralité, elle a vraiment cessé de les ménager, même en paroles, sur le chapitre des droits de l'homme, elle a choisi de leur tenir la dragée de plus en plus haute dans les négociations qu'elle a poursuivies avec eux sur le chapitre de la « limitation des armements » et elle s'est déterminée à se doter sans tarder d'une collection d'unités conventionnelles d'intervention rapide en n'importe quel point du globe par les-

---

l'automne 1978. (Voir, à ce sujet, en page 4 du *International Herald Tribune* du 29 décembre 1978, l'article d'Anthony LEWIS intitulé « The Stakes in China ».) Le tour de vis enregistré à Pékin au printemps 1979 paraît, du coup, donner raison, *a posteriori*, à la minorité d'Américains qui étaient partisans que l'on continue à traiter avec la Chine populaire sans abandonner celle de T'ai-wan et dont les thèses avaient été exposées de façon particulièrement pertinente en 1978 dans le petit ouvrage collectif patronné par Ramon H. MYERS, *Two China States. US And Foreign Policy Interests*, Hoover Institution Press, Université de Stanford.

36. On sait que les Chinois se représentaient jadis le monde comme un carré dont ils occupaient le milieu et dont les barbares non-Chinois hantaient les quatre coins, les « Quatre Mers ».

quelles ils ne peuvent pas ne pas se sentir potentiellement visés, bien qu'elle prétend ne chercher ainsi qu'à se mettre en mesure de rappeler les peuples du Tiers-Monde au respect du droit des gens. Non contente de s'être appuyée sur l'angélique Mrs Thatcher, sur un chancelier Schmidt électoralement menacé par Franz Josef Strauss et, de façon plus générale, sur les éléments les plus régressifs de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie, etc., pour réussir à enclencher le processus de la « modernisation des forces de l'OTAN », c'est-à-dire de l'installation en Europe de l'Ouest de systèmes de lancement de plusieurs centaines d'engins à tête nucléaire capable d'atteindre à toute allure le territoire de l'URSS en rase-mottes ou en chandelles, l'Amérique a recommencé à faire preuve en Asie de l'Est et plus spécialement en Asie du Sud-Est de la vigilance la moins platonique à l'endroit des Russes, de leurs alliés réels et de leurs alliés virtuels. Elle a continué à rappeler le Japon à l'ordre chaque fois qu'il paraissait un petit peu trop tenté de se décrocher d'elle ou de se détacher de la Chine pour se remettre à jouer sur le registre de l'« équidistance », elle n'a cessé, comme la Chine, de s'en prendre, en paroles et en actes, à un Viêt-nam coupable d'avoir mis la main sur le Cambodge sous prétexte de le libérer, elle a jugé indispensable d'apporter, comme la Chine, son soutien diplomatique au régime khmer rouge-plus-que-sanglant des Pol Pot et des Khieu Samphan<sup>37</sup> et, de façon non moins opérante, avec le concours volontaire des hommes en place à Bangkok et le concours involontaire de l'UNICEF et du CICR, son soutien matériel aux différents maquis de l'extrême-ouest du Cambodge<sup>38</sup>, elle a, en d'autres termes, estimé, comme la Chine, que, dans l'état actuel des choses, la seule solution « réaliste » du problème cambodgien en était une solution militaire et non point politique et démontré par là même qu'après avoir été, sous les espèces de son « cher » Kissinger, l'auteur du premier génocide des Khmers, celui des années 1969-1975<sup>39</sup>, et qu'après avoir laissé la Chine perpétrer en toute tranquillité le second, celui des années 1975-1979, sous les espèces de Pol Pot<sup>40</sup>, il lui était au fond complètement indifférent

37. C'est le 21 septembre 1979 que la Chine et l'Amérique obtiennent de l'Assemblée générale de l'ONU qu'elle décide à une écrasante majorité (71 oui, 35 non, 34 abstentions) de maintenir en son sein la délégation des Khmers rouges en tant que délégation officielle du Cambodge.

38. Nul n'ignore plus maintenant qu'une large fraction des vivres, médicaments, etc., envoyés en Thaïlande par les soins de l'UNICEF, du CICR et de quelques autres organisations humanitaires pour qu'ils y soient distribués aux civils cambodgiens réfugiés en Thaïlande ou massés aux frontières occidentales du Cambodge n'a finalement profité qu'aux hommes en armes des maquis des Khmers nationalistes et de ceux des Khmers rouges surtout, la question de savoir jusqu'à quel point Pékin, Washington et Bangkok sont activement ou passivement responsables de ce scandaleux détournement demeurant ouverte.

39. Voir, à ce sujet, le livre de William SHAWCROSS, *Une tragédie sans importance*, traduit en français chez Ballard, en 1979.

40. Les Pol Pot et Khieu Samphan sont à tous égards des fils spirituels de Mao Zedong. Ils ont réalisé au Cambodge ce que la résistance du peuple chinois n'a pas permis à la « Bande des Quatre + Un » de réaliser en Chine. Ils ont été sur tous les plans soutenus par la Chine du printemps 1975 à la fin de 1978 et le sont plus que jamais depuis, dans les « poches » de l'ouest du Cambodge dans lesquelles ils sévissent encore. Ils n'auraient jamais existé et auraient déjà complètement cessé d'exister sans son aide. C'est pourquoi l'on peut dire que le génocide commis par eux est un génocide commis par la Chine tout autant qu'un autogénocide.

que le Viêt-nam aille jusqu'au bout du troisième, sous les espèces de Heng Samrin. Comme la Chine, elle a découvert que la meilleure manière de ramener à la raison les conquérants nord-vietnamiens de l'ensemble indochinois et leurs protecteurs de Moscou était de leur opposer les membres coalisés de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE, ou *ASEAN*)<sup>41</sup> sans plus s'occuper du destin d'un Cambodge en tout état de cause beaucoup trop petit pour pouvoir constituer un client sérieux, et elle a, comme la Chine, mis le paquet, dans cet esprit, sur la Malaisie (à laquelle elle a livré nombre d'excellents avions) et surtout sur la Thaïlande (aux quelque cent cinquante mille soldats qu'elle a pourvus en fusils, mitrailleuses, mortiers, petites fusées et chars d'assaut). Et de ce qu'elle ait évolué aussi « positivement », bien sûr, on s'en est félicité, à Pékin. On ne s'y est pas borné à s'en féliciter, au demeurant ; on s'y est constamment ingénié à y aider, ne serait-ce qu'en exerçant plus ou moins discrètement sur Bangkok, Téhéran, Islamabad, Paris, Bonn et quelques autres capitales des « Troisième et Deuxième Mondes » d'amicales pressions ou de vrais petits chantages pour qu'elles se retiennent de compliquer à l'excès le jeu de Washington et qu'elles adoptent, elles aussi, une attitude plus conséquente à l'endroit de Moscou<sup>42</sup>.

Cependant que les relations soviéto-américaines se détérioraient à un tel point que, dès la fin de l'automne 1979, envisager l'hypothèse d'un recommencement de la Guerre Froide ne paraissait plus déraisonnable, les relations sino-américaines s'amélioraient progressivement, et pas seulement dans la mesure où Zhongnan Hai et la Maison Blanche unissaient leurs efforts pour faire échouer les entreprises des « hégémonistes » du Kremlin mais également dans la mesure où elles mettaient apparemment autant de patience que de bonne volonté, toutes les deux, à poursuivre la destruction de la grande muraille de méfiance et d'incompréhension de part et d'autre de laquelle elles s'étaient retranchées pour mieux se nuire l'une à l'autre durant des années, à s'ouvrir l'une à l'autre et, par là même, à jeter les bases d'une collaboration économique, technologique et culturelle aussi durable que possible entre Yankees et fils des Han. Cependant que partaient visiter les États-Unis de nombreuses délégations de technocrates et de bureaucrates chinois, des dizaines d'hommes d'affaires et d'hommes politiques américains (dont le vice-président Mondale), des centaines de représentants des différents milieux du monde américain et de journalistes américains, des milliers et des milliers de touristes américains se répandaient en Chine. Et cependant que grossissaient les effectifs du personnel diplomatique et paradiplomatique chinois de Washington, de New York, de Houston et de San Francisco, le nombre des

41. L'ANASE comprend cinq membres : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

42. Exemple : c'est en exerçant un véritable chantage à la poursuite des livraisons de pétrole chinois à la Thaïlande que Pékin a pu obtenir de Bangkok qu'elle soutienne (discrètement mais réellement) les maquis khmers rouges de l'ouest du Cambodge, ainsi que les Vietnamiens n'ont pas eu tort de le souligner. Voir, à ce sujet, l'excellent article de Roland-Pierre PARINGAUX intitulé « Alors que de nouveaux affrontements paraissent inévitables en Indochine, une coalition de plus en plus cohérente s'oppose à la stratégie de Hanoï », en page 3 du *Monde* du 3 novembre 1979.

Américains envoyés à Pékin, Shanghai, etc., pour y résider à titre permanent ou semi-permanent en tant que représentants officiels du pouvoir fédéral, correspondants de presse, étudiants, chercheurs, enseignants, etc., dépassait rapidement le millier <sup>43</sup>. Alors qu'en 1978, la valeur totale des marchandises échangées entre la Chine et les États-Unis avait été de l'ordre du milliard de dollars, il apparaît déjà qu'elle sera de l'ordre des deux milliards de dollars en 1979. Et l'on est maintenant assuré que, bien que les droits de l'homme soient au moins aussi violés en Chine qu'ils le sont en URSS, chaque jour que Dieu fait, le Sénat des États-Unis accordera sous peu à la Chine ce bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée qu'« en son âme et conscience » il s'est jusqu'ici estimé hors d'état d'accorder à l'URSS <sup>44</sup>. Le canal par lequel la Chine se sera, cette année, efforcée d'accéder à la modernité telle que l'Occident la porte aura été, plus que jamais, avant tout celui de la langue, des techniques, des idées, des traditions, des méthodes et de la culture anglo-américaines, comme s'il n'y avait réellement rien de sérieux sur cette planète, en dehors du monde des Han, que celui de John Bull et de l'Oncle Sam. Et s'il est vrai qu'aux demandes d'aide en armements-à-la-hauteur-des-exigences-du-XX<sup>e</sup> siècle que Pékin lui a présentées, Washington a, jusqu'ici, préféré ne répondre ni par oui ni par non, il l'est aussi qu'elle n'a nullement découragé Londres de se hâter d'y faire droit, pour la plus grande satisfaction des patrons et des ouvriers de certaines firmes britanniques de production d'aéroplanes <sup>45</sup>.

\* \* \*

Bref, il faut bien reconnaître que, tandis que l'élément « rivalité » l'emportait à nouveau sur l'élément « connivence » dans la sphère des relations entre Yankees et Russes, l'élément « convergences » l'emportait de plus en plus sur l'élément « divergences » dans la sphère des relations entre Yankees et Chinois, de juin à décembre 1979. Est-ce une raison, toutefois, pour admettre également que, comme l'on paraît le penser à Pékin, le projet stratégique sino-américain, tel que les Mao Zedong et les Zhou Enlai avaient eu l'intuition de sa nécessité il y a de cela une décennie, prenait corps sous nos yeux à notre propre insu, d'un bout à l'autre de l'étrange année que nous venons de vivre, tandis qu'achevait de basculer dans les poubelles des surlendemain de la Seconde Guerre mondiale le projet stratégique soviéto-américain, tel que Staline et Roosevelt l'avaient mis à

43. La Chine aura reçu 800 000 touristes en 1979 (contre 600 000 en 1978), la plupart d'entre eux étant des Chinois d'outre-mer. Sur ces 800 000 touristes, il y aura eu 35 000 Américains. L'envoyé à Pékin du *Los Angeles Times*, Linda MATHEWS, a écrit le 16 décembre 1979 un article bien documenté sur les Américains en Chine. On le trouvera reproduit en page 5 du *International Herald Tribune* du 17 décembre 1979.

44. Un traité de commerce aux termes duquel les États-Unis accordent à la Chine le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée a été négocié (non sans âpreté) entre les gouvernements chinois et américain au printemps 1979. Le gouvernement des États-Unis l'a transmis au Congrès en octobre 1979. Il a été très vite approuvé par la Chambre des Représentants. Et les commissions adéquates du Sénat l'avaient déjà jugé, pour la plupart, excellent, avant que le Sénat ne se mette en vacances, à la veille de Noël 1979.

45. Les avions et moteurs d'avion hautement « sophistiqués » vendus par la Grande-Bretagne à la Chine dès 1978 ne lui ont évidemment pas été sans l'approbation des États-Unis.



l'ordre du jour, à Yalta, il y a de cela près de trente-cinq ans ? Nous ne le croyons pas. Et voici quels sont les motifs pour lesquels nous ne le croyons pas.

1. Tout ne va pas pour le mieux entre la Chine et les États-Unis sur le front des échanges économiques et culturels. Et c'est d'autant plus frappant que, sur le même front, tout va pour le mieux, vraiment, entre la Chine et le premier concurrent non communiste des États-Unis, à savoir le Japon.

Comme tous les non-Chinois auxquels, depuis des siècles, est offerte la chance de se plonger, ne serait-ce qu'un moment, dans l'univers des fils des Han, les Américains qui se sont rendus cette année en Chine pour une raison ou pour une autre ont été vite conquis par elle... *mais pas par son régime*, sur lequel il est remarquable qu'ils aient porté, pour la plupart, un regard des plus lucides, à l'opposé de l'écrasante majorité des intellectuels et politiciens français de droite et de gauche reçus à Pékin durant douze ans du temps de Mao Zedong et de la « Bande des Quatre » avec tous les honneurs vraisemblablement dus à leur indignité. Ils se sont réjouis, bien sûr, de ce qu'après s'être employée à mettre un terme aux « excès » d'une démocratisation pourtant extrêmement timide, de la mi-mars à la fin de mai 1979, la direction suprême du PC chinois ait de nouveau fait preuve d'un minimum de libéralisme, du début de juin à la fin de septembre 1979. Mais ils n'ont guère apprécié qu'elle se soit laissée re-posséder par ses pires démons depuis le début d'octobre 1979, ainsi qu'en témoignent l'inadmissible condamnation à quinze ans de prison du contestataire Wei Jingsheng, la tristesse des conditions dans lesquelles a été jugée la jeune Fu Yuehua, la liquidation de l'expérience des « murs de la démocratie », etc.<sup>46</sup>. Et du peu, surtout, qu'ils ont pu apercevoir des charmes non déguisés du système néo-bureaucratique chinois, ils n'ont pas été longs à tirer la conclusion que, la productivité du travailleur chinois étant devenue ce qu'elle est devenue et les virages en épingle à cheveu de la « ligne générale » suivie par Zhongnan Hai étant demeurés aussi imprévisibles qu'ils le sont demeurés, il n'était, sauf exception, ni rentable ni même prudent d'investir en Chine le plus petit dollar. Ceux d'entre eux, enfin, que leurs illusions ou leurs ambitions, leur idéalisme ou leur carriérisme avaient induits à se rendre en Chine afin d'y vivre durant quelques mois ou durant quelques années ont été progressivement portés à un tel degré d'exaspération par les entraves que la sécurité publique de Pékin ne pouvait pas ne pas se sentir idéologiquement et patriotiquement tenue d'apporter à leur liberté de déplacement, d'enquête, de prise de contacts, de fréquentations, d'expression, etc., qu'en vue de contraindre l'« autre partie » à faire droit à leurs revendications ou, à tout le moins, en vue de leur donner la satisfaction d'une petite vengeance, le Département d'État s'est résolu à adresser le 29 novembre 1979 à l'Ambassade de Chine à Washington une note dans laquelle il lui signifiait que les diplomates et les journalistes chinois en poste

46. L'Amérique yankee n'a guère apprécié non plus qu'en même temps que les maîtres de Pékin faisaient taire leurs contestataires, ils recommençaient à interdire aux Chinois ordinaires d'entretenir avec des étrangers des relations *suivies*. Voir, à ce sujet, un article daté du 2 janvier 1980 de Bryan JOHNSON (l'envoyé à Pékin du *Globe and Mail* de Toronto), qui a été reproduit en page 2 de l'*International Herald Tribune* du 3 janvier 1980.

aux États-Unis ne seraient plus, désormais, autorisés à s'éloigner de plus de quarante kilomètres du lieu habituel d'exercice de leurs fonctions sans en avoir auparavant reçu de lui, par écrit, l'autorisation expresse.

Le montant des échanges sino-américains a beau avoir doublé par rapport à 1978, en 1979, il est resté très inférieur à celui des échanges sino-japonais (cinq milliards de dollars) et même à celui des échanges sino-allemands (plus de deux milliards de dollars). Le traité de commerce conclu au printemps 1979 entre le gouvernement de la Chine et celui des États-Unis prévoit, certes, que la Chine jouira du statut de la nation la plus favorisée, sur le marché des États-Unis. Mais il est de fait que les sénateurs des États-Unis n'ont pas encore jugé indispensable d'en autoriser la ratification et que, pour des motifs sur lesquels la Chine reste en droit de s'interroger, ils ne prendront le temps de procéder à cette formalité que dans le courant de 1980. En lui-même, au demeurant, ce traité de commerce est plutôt décevant. Et pourquoi cela ? Parce que les États-Unis ont mis à maintenir leurs barrières douanières au niveau le plus élevé une extrême âpreté, notamment dans le secteur des textiles, qui est pourtant le seul dans lequel la Chine soit pour le moment en mesure de percer chez eux. Et le moins que l'on puisse dire est qu'en ce qui concerne les macro-investissements et, par voie de conséquence, les crédits à long terme, les entrepreneurs et les grands chefs yankees se sont jusqu'à maintenant révélés à l'endroit de la Chine infiniment plus circonspects que les entrepreneurs et les grands chefs nippons.

Le dollar, après tout, est-il de nos jours une monnaie aussi solide que le yen ? Et les structures classiques, privatisées et dispersées du capitalisme américain sont-elles aussi adaptables aux rigidités et aux absurdités du centralisme bureaucratique à la mode chinoise que les structures à la fois quelque peu féodales et sur-disciplinées du capitalisme japonais ? Est-on aussi conscient à Tokyo qu'à Washington de ce que les « quatre modernisations » remises à l'ordre du jour par les successeurs de Mao Zedong, à savoir celle de l'agriculture, celle de l'industrie, celle de la défense et celle de la recherche, ne relèveront jamais que de la plaisanterie aussi longtemps qu'elles ne seront point intimement associées à ce renouvellement authentiquement démocratique du système politique et du système social que Wei Jing-sheng avait eu l'idée d'appeler la « cinquième modernisation » et le courage de réclamer à cor et à cri jusqu'à ce qu'on le jette en prison<sup>47</sup> ? Et se pose-t-on vraiment avec autant de netteté qu'à Washington, à Tokyo, la question de savoir si l'aide technologique, économique et financière que le « monde libre » consent aux pays bureaucratiques en vue d'accélérer le processus de leur « dégel » n'a pas, tout compte fait, pour résultat le plus clair d'autoriser leurs dirigeants à se doter de l'appareil militaire et policier de plus en plus perfectionné faute duquel ils n'auraient plus qu'à déclarer forfait ? A-t-on, enfin, en Amérique un besoin aussi pressant que dans l'archipel nippon des pétroles dont

47. Le texte le plus fameux sorti par Wei JINGSHENG avant qu'on ne le jette en prison a justement pour titre « La Cinquième modernisation ». On trouvera une bonne traduction de ses meilleurs passages due à Claude WIDOR, en page 95 du numéro d'avril 1979 de la revue *Esprit*.

nul n'ignore que le sous-sol de la Chine émergée et celui de la Chine immergée sont tous les deux grassement pourvus ?

2. La Troisième Guerre d'Indochine a commencé il y a deux ans. C'est une guerre qui oppose le petit-impérialisme du Viêt-nam du Nord soutenu par le grand-impérialisme de la Russie d'Europe au grand-impérialisme de la Chine éternelle. Et c'est une guerre dans laquelle les États-Unis ne se réjouissent nullement de ce que Pékin ne cesse de travailler à les entraîner.

N'ayant pas encore fini de se remettre des blessures de toute espèce que leur a infligées la Seconde Guerre d'Indochine, ayant admis que, tout compte fait, l'Indochine n'avait pas vraiment pour eux une importance vitale, que le mieux était donc qu'ils se résignent à la passer par pertes et profits et que la sagesse leur commandait de ne plus essayer de la récupérer, n'éprouvant en rien le désir de se sacrifier pour la Chine, le désir de dépenser ne serait-ce que vingt-cinq *cents* pour permettre à la Chine d'avaler le Laos ou de se ressaisir du Cambodge par Khmers rouges interposés et jugeant qu'il leur faut s'attacher avant tout à garder les mains libres en vue de pouvoir rendre n'importe quel coup à n'importe quel ennemi en n'importe quelle région du globe mais plus spécialement en Amérique latine, en Asie du Nord-Est et au Proche-Orient, les États-Unis ont, en effet, réussi jusqu'ici à se tenir à l'écart de la nouvelle mêlée dont les plus belles provinces de l'ex-France d'Outre-Mer sont devenues le théâtre. Mais ce n'est pas sans peine qu'ils y ont réussi, vu les trésors de patience et d'ingéniosité que Zhongnan Hai a dépensés, en 1979, pour les persuader de l'aider de toutes leurs forces à chasser du Cambodge les armées de Hanoï puis pour induire Hanoï à attaquer une Thaïlande au secours de laquelle il va de soi qu'ils se devraient de voler <sup>48</sup>.

Deux écuries de grands stratèges et de petits tacticiens se disputent, assurément, les faveurs de Jimmy Carter, à Washington : celle des partisans du retour à la ligne de la plus grande fermeté à l'endroit de l'URSS, qui est celle qu'inspire

48. Les Chinois ne souhaitent sans doute pas que le Viêt-nam *absorbe* la Thaïlande (bien qu'ils se disent qu'au cas où il en ferait la conquête, il lui faudrait ensuite s'épuiser à la tenir). Mais ils souhaitent que le Viêt-nam *attaque* la Thaïlande, en calculant que l'Amérique serait alors obligée d'intervenir directement contre lui. Et c'est au fond dans le même esprit qu'ils s'opposent à ce que la question cambodgienne fasse l'objet d'une solution politique, ainsi que M. Ohira, premier ministre du Japon, l'a appris à ses dépens au début de décembre 1979 quand il est allé à Pékin (voir, à ce sujet, en page 8 du numéro du 21 décembre 1979 de la *Far Eastern Economic Review*, un bon article de Nayan CHANDA). Les Chinois veulent que la guerre continue au Cambodge afin que le Viêt-nam s'y use et que subsiste pour eux la possibilité de lui faire attaquer la Thaïlande, la possibilité de condamner l'Amérique à faire à leurs côtés la Troisième Guerre d'Indochine jusqu'à ce que les troupes de Hanoï aient été boutées hors du Laos, hors du Cambodge et hors des zones frontalières sino-vietnamiennes que revendique la Chine. Or c'est précisément ce risque-là, le risque d'être acculés à voler au secours de la Thaïlande que redoutent le plus les Américains, en cette région du monde. Voir, à ce sujet, par exemple, le très éloquent article écrit à Washington par Don OBERDOFER le 21 décembre 1979, tel qu'il a été publié en page 5 de l'*International Herald Tribune* du 22-23 décembre 1979, sous le titre « Major Vietnamese Drive Is Expected In Cambodia ».

Zbigniew Brzezinski, le conseiller personnel du Président en matière de sécurité nationale, et que tente le plus le projet stratégique sino-américain, et celle des partisans du maintien de la ligne du compromis au jour le jour avec l'URSS, qui est celle que régit Cyrus Vance, le numéro un du Département d'État, et que tente le moins le projet stratégique sino-américain. Et il n'est pas niable que si la seconde a toujours recommandé que les États-Unis se gardent de ré-intervenir autrement qu'en paroles dans les affaires de l'Indochine, la première a très régulièrement réclamé qu'ils n'attendent pas que le Viêt-nam mette la main sur Bangkok pour le contre-attaquer. Mais il n'est pas niable non plus que si Jimmy Carter a suivi sur certains points les conseils de la première, c'est pour l'essentiel aux thèses de la seconde qu'il s'est rallié, pour la raison fort simple qu'elles n'ont nullement cessé de répondre aux désirs de la plupart des Yankees<sup>49</sup>.

Harold Brown, le ministre de la Défense des États-Unis, se rendra au début de janvier 1980 à Pékin, où ce n'est pas sans impatience qu'il est attendu. Et comme tout le monde, bien sûr, nous pensons que, compte tenu de ce que le coup de Kaboul du 27 décembre 1979 a littéralement jeté les Yankees hors d'eux-mêmes et induit Jimmy Carter à prêter aux propos de l'héroïque Zbigniew Brzezinski une oreille de plus en plus favorable, il ne laissera point entièrement sur leur faim ses interlocuteurs chinois en matière de « coopération dans le domaine des armements », c'est-à-dire en matière de ventes à la Chine de matériels militaires soviétiques dont disposent les troupes de Hanoï. Mais nous prévoyons aussi qu'après leur avoir donné cette satisfaction, il ne craindra pas de les décevoir en les mettant en garde contre les dangers de la seconde opération « punition du Viêt-nam » qu'ils préparent depuis longtemps et dont il y a gros à parier qu'ils souhaitent hâter le déclenchement, hantés comme ils le sont par le double souci de rendre à l'URSS en Indochine le coup qu'elle vient de leur porter en Afghanistan et de soustraire aux fureurs des soldats du Viêt-nam les derniers nids de Khmers rouges de l'ouest du Cambodge. Ce n'est, pour tout dire, qu'en apparence que l'Indochine aura joué le rôle de meilleur terrain d'entente entre la Chine et l'Amérique, en 1979. Et rien, croyons-nous, ne promet vraiment qu'il en ira différemment en 1980<sup>50</sup>.

3. L'histoire des relations soviéto-américaines n'a jamais cessé, depuis 1944-1945, d'être faite de l'alternance de périodes de prédominance d'éléments de connivence sur des éléments de rivalité et de périodes de prédominance d'éléments de rivalité sur des éléments de connivence, pour des motifs sur lesquels il serait hors de propos que nous nous étendions ici. Et l'on serait, bien sûr, extrêmement

49. Sur les deux écuries de responsables de l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis qui se disputent les faveurs de Jimmy Carter, voir les articles suivants du *International Herald Tribune*, 20 décembre 1979, page 6 : J. KRAFT, « Clash Within US on Cambodia Issue » ; 31 décembre 1979, page 4 : James RESTON, « Consistency in Soviet Strategy » (reproduit du *New York Times*).

50. À la veille du départ de Harold Brown pour Pékin, il semble bien que la Maison Blanche cherche à pousser la Chine à en faire beaucoup plus pour le Pakistan menacé par la « soviétisation » de l'Afghanistan que pour les Khmers rouges ruinés par la « vietnamisation » du Cambodge.

mal fondé à refuser de reconnaître qu'elle a été marquée, en 1979, par le passage d'une période de prédominance d'éléments de connivence sur des éléments de rivalité à une période de prédominance d'éléments de rivalité sur des éléments de connivence. Mais l'on serait, à notre sens, encore plus mal fondé à refuser de reconnaître que la Nouvelle Chine n'a joué dans ce changement qu'un rôle somme toute fort accessoire et qu'il y a bien peu de chances pour que ce soit un changement qui nous annonce que l'Amérique est résolue à oublier que la Russie reste pour elle, en même temps que l'adversaire le plus redoutable, le partenaire le plus précieux.

Ayant tiré un trait sur l'ensemble de l'Indochine et sachant parfaitement que ce n'est pas parce qu'il joue la carte de l'alliance avec l'URSS que le Viêt-nam doit être tenu pour un vulgaire satellite de l'URSS, les États-Unis ne se sont pas alarmés outre mesure de ce que les troupes de Hanoï arrachent le Cambodge à l'orbite de la Chine, au début de 1979. Que le ridicule petit pays des Sihanouk et des Pol Pot relève de la mouvance communiste han ou de la mouvance communiste viet ne leur faisait ni chaud ni froid dès lors qu'il leur restait interdit de songer à le ramener dans leur giron. Non, ce n'est pas cette année, c'est il y a cinq ans que les États-Unis ont « perdu » le Cambodge. C'est bien cette année, par contre, qu'ils ont « perdu » l'Afghanistan, ou, plus exactement, qu'ils se le sont laissé souffler par l'Union soviétique dans des conditions aussi humiliantes que peu rassurantes, aussi injurieuses que « déstabilisatrices », pour avoir commis la faute d'oublier de se dépêcher de se réconcilier avec le Pakistan après s'être trouvés mis à la porte de l'Iran, ainsi que celle de négliger de renforcer à toute allure leur potentiel de contre-attaque dans la région du nord de l'océan Indien après avoir décidé de truffer l'Europe de l'Ouest de rampes de lancement d'engins *Cruise* et de fusées *Pershing* <sup>51</sup>.

Déboussolés par les futurs des révolutions à la Khomeiny et affolés à la pensée qu'elles pourraient mettre le feu à tous les puits de pétrole d'Arabie et du Proche-Orient, ils n'ont pas eu l'intelligence de deviner que, parce qu'elles risquaient par dessus le marché d'allumer ou de rallumer dans le cœur de millions d'honnêtes citoyens des républiques soviétiques de l'Asie centrale d'« indignes » désirs de rébellion « nationaliste réactionnaire et petite bourgeoise », elles faisaient grand-peur aux Russes aussi <sup>52</sup> ; et le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne se sont pas conduits, dans l'ensemble, de façon très cohérente sur la scène internationale. Faisant preuve en cette région-ci d'un défaut de vigilance et en cette région-là d'un excès de fermeté, menaçant leurs adversaires réels ou supposés de prendre contre eux des mesures qu'en fin de compte ils ne prenaient pas, ils ont inquiété l'URSS et bien d'autres nations sans

51. On ne saurait trop souligner que c'est avant tout dans le dessein de profiter des fautes commises par les États-Unis dans la sphère de leurs relations avec le Pakistan et de leur faire payer l'installation de *Cruise* et de *Pershing* 2 en Allemagne de l'Ouest que l'URSS s'est permise d'envahir l'Afghanistan, à la fin de décembre 1979.

52. Voir, à ce propos, l'article de Hélène CARRÈRE D'ENCAUSE intitulé « Le renouveau de l'Islam en URSS » en page 1 du *Monde* du 4 janvier 1980 et, bien entendu, le fameux ouvrage du même auteur, *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978.

se donner les moyens de les tenir en respect, ils les ont remplies de crainte en même temps que comme invitées à leur planter sur le dos de nouvelles banderilles.

Nul ne saurait dire combien de temps il faudra pour que se dénoue la « nième » crise des relations soviéto-américaines qui vient de s'ouvrir. Chacun, cependant, perçoit déjà que ses dimensions seront si énormes que les pays faibles qui, tels la Chine, ne profiteront point de ses développements pour s'insurger contre Washington tout aussi bien que contre Moscou n'y joueront que le rôle que Moscou et Washington toléreront qu'ils y jouent, c'est-à-dire le plus modeste.

Exactement comme nous nous le demandions il y a six mois déjà, nous nous demandons toujours, au demeurant, si les amateurs de coups de poker à la Deng Xiaoping qui président maintenant aux destinées de la Chine, dépités de ce que la Maison Blanche montre aussi peu d'empressement à suivre leurs conseils et surtout à les traiter en « partenaires à part entière », comme aurait dit de Gaulle, ne commencent pas à redécouvrir les vertus d'une ligne stratégique autrement plus réaliste que celle de l'alliance avec l'Amérique contre l'URSS, les vertus de la ligne stratégique de l'égale méfiance ou, ce qui revient au même, de l'égale entente avec l'URSS et avec l'Amérique.

Les conversations sino-soviétiques qu'avaient annoncées les échanges de notes de mars-avril 1979 entre Zhongnan Hai et le Kremlin et qui s'étaient ouvertes à Moscou au milieu de septembre 1979 ont pris fin dans la même ville, nous le savons, dès le 30 novembre 1979. Elles n'ont pas été rompues, malgré tout ; elles n'ont été que suspendues ; et il est entendu que c'est à Pékin qu'elles reprendront, en 1980<sup>53</sup>. Peut-on dire, d'ailleurs, qu'elles n'ont abouti rigoureusement à rien quand on observe qu'elles ont au moins permis à la Chine de commencer à renouer non seulement avec les gouvernements mais encore avec les partis communistes des différents pays de l'Europe de l'Est ainsi qu'avec les partis communistes des différents pays de l'Europe de l'Ouest des relations convenables et parfois même empreintes d'une certaine cordialité<sup>54</sup> ? Les éléments du contentieux sino-soviétiques restent sans doute fort nombreux. Le seul d'entre eux qui, pourtant, semble bloquer, à l'heure actuelle, le processus de la normalisation entre le Kremlin et Zhongnan Hai est celui que représente la question d'Indochine, celui que représente la question du soutien prodigué par l'URSS à

53. Les conversations sino-soviétiques de 1979 ont eu lieu à Moscou. Elles ont donné lieu à six rencontres entre les représentants des deux parties, à raison d'une rencontre par semaine, de la mi-octobre à la fin novembre 1979. Elles ont été menées, du côté chinois, par Wang Youping, qui était arrivé à Moscou le 23 septembre 1979 et en est reparti le 10 décembre 1979.

54. C'est notamment avec les dirigeants de Budapest et avec ceux du PC italien que les dirigeants de Pékin ont réussi à renouer des relations relativement cordiales, en 1979 (pour ne point parler des relations très cordiales qu'ils n'ont jamais cessé d'avoir avec la Roumanie et des relations très cordiales qu'ils entretiennent à nouveau avec la Yougoslavie depuis le début des années 1970). Voir, à ce sujet, en page 6 du *Monde* du 6 décembre 1979, l'article au titre un peu forcé mais au contenu intéressant : « Pékin reprend progressivement sa place dans le mouvement communiste international », dû à la plume d'Alain Jacob.

un Viêt-nam furieusement combattu par la Chine. Or sur cette question, les positions du Kremlin et de Zhongnan Hai sont-elles aussi figées qu'elles en ont l'air ? À qui fera-t-on croire que c'est avec enthousiasme que l'URSS débourse chaque jour la somme d'environ quinze millions de francs et se prive du bénéfice d'une amélioration de ses relations avec les membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est à seule fin d'autoriser les armées du Viêt-nam à continuer à tenir le Laos et le Cambodge en même temps qu'à faire face aux armées de la Chine ? Et qui donc ne perçoit que les dirigeants de Pékin ne sont pas unanimes à se féliciter d'avoir pris les risques politiques considérables qu'ils ont pris en se lançant dans l'aventure aussi coûteuse qu'impopulaire du soutien aux maquis des Khieu Samphan et des Pol Pot et de la guerre à n'en plus finir pour en finir avec l'« expansionnisme vietnamien » ?

L'URSS s'est récemment donné la peine d'avertir ses amis de Hanoï qu'elle ne tolérerait pas que, sous prétexte de parachever la « libération » du Cambodge, ils s'en prennent à la Thaïlande. Et, pour discret qu'il soit, ce geste n'est pas de nature à déplaire à la Chine, si du moins il se confirme qu'il n'a pas été fait dans le dessein de la piéger mais dans celui de l'apaiser<sup>55</sup>. La Chine ne cessera point de jouer la carte de l'alliance avec l'Amérique contre l'URSS aussi longtemps qu'elle n'aura pas réussi à reprendre vraiment langue avec l'URSS. Mais qui nous dit que ce qu'elle a déjà fait en vue d'y réussir, en 1979, ne produira pas dans quelques mois, et peut-être même avant que le camarade Leonid Brejnev n'ait été rappelé à Dieu, des résultats que les commentateurs de nos journaux et de nos chaînes de radio-télévision qualifieront, comme d'habitude, de « fort inattendus » ?

\* \* \*

L'intervention massive des troupes soviétiques en Afghanistan telle qu'elle s'est produite au moment précis où nous mettions la dernière main au « post-scriptum » du présent essai a de nouveau compromis, bien entendu, la possibilité d'une normalisation des relations sino-soviétiques à brève échéance. Et l'inquiétude et la colère qu'elle a soulevées à Washington n'étant pas moins vives que celles qu'elle a soulevées à Pékin, jamais les chances de mise en œuvre du projet stratégique défensif-puis-offensif de co-domination sino-américaine de la planète qui garde les préférences de la Chine n'ont paru plus grandes. Nous n'en continuons pas moins à les croire illusoires.

Pour « contenir » la Russie et pour la « refouler », l'Amérique, assurément, va recourir beaucoup plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici aux services des Chinois. Mais elle ne consentira précisément qu'à se servir d'eux, c'est-à-dire à se faire servir par eux. Et ils ne seront pas longs à s'en indigner, exactement comme ils s'étaient indignés de ce que l'URSS ne les ait jamais traités que comme des laquais, des quémandeurs, des satellites ou de la chair à canon particulièrement apte à

55. Voir, à ce sujet, une dépêche du bureau de Bangkok de l'agence UPI datée du 28 décembre 1979, qui a été reproduite en page 2 de l'*International Herald Tribune* du 29-30 décembre 1979.

boucher les trous provoqués par les bombes de l'« adversaire commun » dans les rangs des armées de la Corée du Nord, de 1949 à 1959.

Susceptible d'être partiellement réalisé de temps à autre durant les quelques mois ou les quelques années à venir, c'est-à-dire aussi longtemps que Washington l'estimera indispensable en vue de ramener Moscou « à la raison », le projet stratégique sino-américain n'est pas viable à long terme ni même à moyen terme. Il n'est pas viable à moyen terme parce que les Yankees n'accepteront jamais de traiter la Chine en partenaire à part entière tant qu'elle demeurera une petite puissance. Il n'est pas viable à long terme parce que les Yankees se remettront à traiter la Chine en adversaire numéro un dès qu'elle sera redevenue, comme il y a cinq cents ans, une vraie grande puissance.

L'une des plus fortes raisons pour lesquelles les relations entre l'URSS et l'Amérique se sont détériorées de la façon dont elles se sont détériorées, en 1979, est que l'Europe, du fait de l'impardonnable effacement de la France, et l'Extrême-Orient, du fait de l'incroyable fléchissement de la Chine, ont cessé de se rebeller contre *les deux* supergrands et, par là même, de les obliger à s'épauler l'un l'autre pour pouvoir continuer à co-dominer le monde<sup>56</sup>. Mais il nous paraît pas pensable que cette situation s'éternise. Le fléchissement de la Chine et l'effacement de la France sont des anomalies qui ne dureront qu'un temps. À Paris comme à Pékin, tôt ou tard, il y aura un sursaut, il y aura « *le Sursaut* ». Et ce sera sans doute alors tout naturellement que prendra corps le seul projet stratégique de nature à rendre beau visage à la planète, le projet stratégique sino-européen de résistance aux hégémons américain et russe et de liquidation de leur double système d'oppression, d'enfermement, d'abrutissement, d'uniformisation et d'enchaînement plouto-bureaucratique de la vie de tous et de chacun<sup>57</sup>.

56. Il y a, entre l'évolution des relations que l'URSS et l'Amérique entretiennent l'une avec l'autre, celle des relations que l'ensemble européen et l'ensemble extrême-oriental entretiennent l'un avec l'autre et celle des relations que le couple Europe-Extrême-Orient et le couple URSS-Amérique entretiennent l'un avec l'autre des rapports extrêmement subtils, des rapports dont le jeu mériterait, à notre sens, d'être systématiquement étudié.

57. Il arrive que l'on relève certains signes encourageants, au regard de cette perspective, dans la presse chinoise. Exemple : l'ensemble d'articles relatifs à l'Europe de l'Ouest, qui ont été publiés dans le numéro du 16 octobre 1979 de la revue de Pékin *Shijie zhishi/Connaissance du monde* et dont la tonalité est assez différente de celle des discours prononcés par Hua Guofeng durant son séjour en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Italie.